



Guide d'outils de redevabilité sociale

Comment intégrer le plaidoyer dans le processus de transformation de l'Église et de la communauté (TEC)

tearfund

Quel est l'objectif de ce guide ?

Cette ressource tout-en-un rassemble une série d'outils de redevabilité sociale qui permettent d'intégrer le plaidoyer dans un processus de transformation de l'Église et de la communauté (TEC).

À qui s'adresse-t-il ?

Les facilitateurs, les responsables d'Église et les personnes impliquées dans la transformation de l'Église et de la communauté peuvent se servir de ces outils pour inciter les instances dirigeantes à améliorer leur gouvernance, leur transparence, et la qualité et la rapidité de leurs prestations de services. Chaque outil inclut des conseils de mise en pratique et des modèles de formulaires à adapter.

Auteurs : Chalwe Mumba Nyirenda et Kathleen Needham

Traduction : Ingrid Deane-Williams, Brigitte Clark

Sommaire

Introduction	4
Qu'est-ce que la redevabilité sociale ?	6
Base biblique pour la redevabilité sociale	8
Principaux objectifs des outils de redevabilité sociale	13
Comment utiliser ces outils	15
Outil 1 : Planification participative	20
Outil 2 : Suivi budgétaire	47
Outil 3 : Journalisme citoyen	77
Outil 4 : Fiches de notation communautaires	96
Outil 5 : Suivi des dépenses publiques	125
Outil 6 : Audit social	147
Annexe	175
Références	177

Introduction

Tearfund considère que les Églises locales – où qu’elles soient dans le monde – entament un parcours de toute une vie lorsqu’elles décident d’adopter et d’incarner une théologie de ce que nous appelons la mission intégrale. Ce parcours renforce leur autonomie, change les mentalités et favorise une transformation holistique à la fois dans l’Église et dans la communauté.

À terme, ce parcours vise à restaurer les relations brisées. L’Église recherche un changement dans tous les domaines de la vie et répond à l’ensemble des besoins de sa communauté locale. L’éradication de la pauvreté dans la communauté est appréhendée de manière holistique, de l’intérieur, en aidant les personnes à prendre conscience de leur potentiel et des ressources que Dieu leur a données. Nous appelons la destination de ce parcours « la transformation de l’Église et de la communauté¹ » (TEC).

Nous sommes convaincus que l’intégration du plaidoyer dans la TEC améliore les résultats et contribue à la réalisation de changements holistiques. Cette approche utilise des stratégies et actions de plaidoyer qui conduisent à une bonne gouvernance et à des prestations de services rapides et transparentes de la part des gouvernements². Le plaidoyer dans le cadre de la transformation de l’Église et de la communauté intègre ces

¹ [Une introduction à la transformation de l’Église et de la communauté \(TEC\) - Tearfund Apprentissage](#)

² Lawson et Watson (2016)

stratégies et actions dans la TEC en s'appuyant sur des outils de redevabilité sociale.

Ce guide d'outils de redevabilité sociale est une ressource tout-en-un essentiellement conçue pour aider les facilitateurs du plaidoyer dans le cadre de la TEC (personnel de Tearfund, responsables d'Église, formateurs et facilitateurs) à intégrer le plaidoyer dans leur travail de TEC. Il peut également être utilisé plus largement par tous les agents de plaidoyers qui veulent renforcer la capacité des communautés à mener leur propre travail de plaidoyer au niveau local.

N'hésitez pas à nous contacter à publications@tearfund.org si vous avez besoin d'aide ou de conseils supplémentaires pendant l'utilisation de ce guide, mais aussi pour nous dire ce que vous avez appris à travers son utilisation.



Pour tirer le meilleur parti de cette ressource, il est conseillé de l'utiliser conjointement avec :

- [Le guide du plaidoyer](#) de Tearfund
- [Le plaidoyer à l'ère du numérique](#)

Ces trois ressources sont également disponibles en anglais, espagnol et portugais.

Qu'est-ce que la redevabilité sociale ?

La redevabilité sociale désigne « la mesure dans laquelle les citoyens ont la capacité de demander à l'État et aux pourvoyeurs de services publics de rendre des comptes et de répondre aux besoins des populations et des bénéficiaires³ ».

Les citoyens, les communautés, l'Église, les médias indépendants et d'autres organisations peuvent donc utiliser des outils de redevabilité sociale pour influencer la qualité des prestations de services, en demandant des comptes aux pourvoyeurs des services, p. ex. à des fonctionnaires et agents du service public. Les approches de redevabilité sociale peuvent être employées au niveau local et national et cibler divers éléments et processus de gouvernance, comme :

- le partage des informations publiques, l'élaboration des politiques et la planification
- l'analyse et le suivi des budgets, des dépenses et des processus de passation de marchés
- le suivi et l'évaluation participatifs des prestations de services publics
- des activités de contrôle plus larges, les mesures anticorruption et les procédures de traitement des plaintes

³ Grandvoinet, H. et al. (2015). Opening the black box: The contextual drivers of social accountability

Le but de la redevabilité sociale n'est pas de remplacer, mais de renforcer et compléter les processus de redevabilité existants.

Base biblique pour la redevabilité sociale



📷 Groupe d'étude biblique. Photo : Aaron Koch/Tearfund

Nous servons un Dieu de justice. En tant que chrétiens, nous sommes également tenus de « pratiquer la justice » (Michée 6:8). Selon les notes explicatives de la Bible d'étude ESV de Crossway :

« Les vrais adorateurs de Dieu manifesteront la justice et la droiture. La justice est bien plus que l'équité juridique ; elle concerne la façon dont Dieu gouverne son monde à tous les niveaux. Donc, pour un gouvernement,

« pratiquer la justice » implique de faire usage du pouvoir de manière juste et équitable et d’avoir un système judiciaire juste et efficace, en particulier pour protéger les plus faibles contre les plus forts. Au niveau individuel, « pratiquer la justice » implique d’être honnête et juste en affaires, de respecter sa parole, mais aussi de ne pas exploiter la situation des personnes pauvres ou de celles qui ont moins de pouvoir ou de protection⁴. »

La pratique de la justice va donc de pair avec la redevabilité, ce qui signifie que les personnes ont le devoir de s’acquitter de leurs fonctions et de leurs obligations à l’égard d’autrui. Un récit biblique en faveur de la redevabilité figure notamment dans Esdras 8:28-34. Le magazine *Pas à Pas* de Tearfund⁵ contient une étude biblique sur ce passage, qui explique comment les douze hommes font preuve de trois types de redevabilité :

- la redevabilité envers Dieu
- la redevabilité envers soi-même
- la redevabilité envers les autres

⁴ [Article de Crossway](#)

⁵ La redevabilité : Pas à Pas 76 (2008) – <https://learn.tearfund.org/fr-fr/resources/footsteps/footsteps-71-80/footsteps-76>

Cette étude souligne que « la redevabilité selon la Bible commence par la prise de responsabilité de nos propres actions et par le choix conscient de laisser Dieu et autrui nous aider à accomplir ce qui est juste⁶. »

Le plaidoyer promeut la redevabilité mutuelle entre les citoyens et d'autres personnes ou institutions, comme leur gouvernement.

*Le guide du plaidoyer*⁷ de Tearfund explique que pour les chrétiens, le plaidoyer est une manifestation d'obéissance à Dieu, un désir de compassion et de justice envers autrui (en particulier envers les personnes pauvres, marginalisées et vulnérables) ; c'est aussi une façon d'orienter les gens vers Jésus-Christ. Dieu a placé les chrétiens dans de nombreux contextes sociétaux et professionnels qui doivent tous être influencés et transformés si l'on veut pouvoir réduire la pauvreté. Les chrétiens doivent se servir de leur influence stratégique et suivre l'exemple biblique afin de :

- dénoncer l'injustice et l'idolâtrie
- incarner un modèle de vie différent, qui montre la société telle que Dieu voulait qu'elle soit
- remettre en cause l'autorité lorsqu'elle va à l'encontre des enseignements de la Bible

⁶ David (2008) Pas à Pas 76 p. 11

⁷ Voir *Le pourquoi du plaidoyer : La base biblique*, dans [Le guide du plaidoyer](#) de Tearfund, section B3, pour en savoir plus.

- prier Dieu pour qu'il intervienne
- apporter la paix et la réconciliation
- rechercher la justice sociale et économique

Les outils de redevabilité sociale permettent aux Églises locales et à leurs communautés d'atteindre ensemble ces objectifs.



Quelques références bibliques

- **Proverbes 31:8-9 (Louis Segond)**

« Ouvre ta bouche pour le muet, pour la cause de tous les délaissés. Ouvre ta bouche, juge avec justice, et défends le malheureux et l'indigent. »

- **Jérémie 22:3 (Louis Segond)**

« Ainsi parle l'Éternel : 'Pratiquez la justice et l'équité ; délivrez l'opprimé des mains de l'opresseur ; ne maltraitez pas l'étranger, l'orphelin et la veuve ; n'usez pas de violence, et ne répandez point de sang innocent dans ce lieu.' »

- **Deutéronome 25:13-16 (Louis Segond)**

« Tu n'auras point dans ton sac deux sortes de poids, un gros et un petit. Tu n'auras point dans ta maison deux sortes d'épha, un grand et un petit. Tu auras un poids exact et juste, tu auras un épha exact et juste, afin que tes jours se prolongent dans le pays que l'Éternel, ton Dieu, te donne. Car quiconque fait ces choses, quiconque commet une iniquité, est en abomination à l'Éternel, ton Dieu. »

- **Psaumes 82:3 (Louis Segond)**

« Rendez justice au faible et à l'orphelin, faites droit au malheureux et au pauvre. »

Principaux objectifs des outils de redevabilité sociale

Le guide de Kohli *Manual on Social Accountability*⁸ fournit un bon résumé des principaux objectifs des outils de redevabilité sociale :

1. Permettre aux citoyens d'établir un contact direct avec les institutions publiques – pour influencer les politiques et suivre les processus.
2. Constituer un moyen efficace de recueillir, d'analyser et de communiquer des informations.
3. Fournir des occasions de mobiliser le soutien du public autour de projets de développement communautaire.
4. Faciliter les plaidoyers et négociations visant à modifier ou améliorer des prestations de services publics.
5. Aider les citoyens et les communautés à comprendre les processus de redevabilité à différents niveaux du gouvernement.
6. Promouvoir la participation des citoyens ou des organisations de la société civile (OSC) au processus de redevabilité « interne » du gouvernement.

⁸ Kohli (2012)

Recommandations pour une bonne mise en œuvre des outils de redevabilité sociale :

1. Renseignez-vous pour bien comprendre le contexte sociopolitique.
2. Prenez le temps de vous familiariser avec la structure des finances publiques au niveau local, régional et national.
3. Suivez l'approche de transformation de l'Église et de la communauté (TEC) qui consiste à identifier et à prioriser les besoins, en faisant preuve de sensibilité à l'égard de toutes les personnes de la communauté.
4. Aidez la communauté à former un groupe (appelé « champions de la redevabilité sociale » dans certains contextes) pour piloter le processus.
5. Veillez à ce que les autres membres de la communauté comprennent le processus et aient la possibilité de faire des retours réguliers, afin de garantir une participation maximum.
6. Obtenez l'engagement de l'autorité responsable de la délivrance des services dès le début.
7. Élaborez un plan de suivi coordonné.



Comment utiliser ces outils

- 1.** Vous devez réitérer les bases et l'importance du plaidoyer à chaque étape du processus de TEC. Le guide du plaidoyer dans le cadre du P MEC contient des conseils très clairs pour vous aider à faire cela ; il précise par exemple les éléments sur lesquels vous devez vous concentrer à l'étape de transmission de la vision aux responsables pour les aider à mener des plaidoyers dans le cadre de la TEC.
- 2.** Différents processus de TEC étant utilisés dans différents contextes, vous devez faire en sorte d'avoir une bonne compréhension de l'approche de TEC adoptée dans la communauté où vous utiliserez l'outil choisi.
- 3.** Vous devez utiliser les outils de ce guide à la phase appropriée du processus ; la plupart sont conçus pour être utilisés après la phase de cartographie des ressources. L'Église et la communauté auront réalisé ensemble leur évaluation des besoins, identifié les problèmes et opportunités au sein de la communauté, hiérarchisé les problèmes qu'elles souhaitent traiter, et commencé à mobiliser des ressources pour y remédier. Vous pouvez alors utiliser l'outil de redevabilité sociale approprié pour les aider à accéder aux ressources du gouvernement et à trouver des solutions à leurs problèmes.

4. Ce guide est présenté dans un format simple, facile à suivre, mais nous vous encourageons à cliquer sur les liens-ressources inclus dans la partie « Recommandations supplémentaires » de chaque outil, afin d’approfondir votre compréhension de l’outil et de son application.
5. Chaque outil s’accompagne d’un modèle de formulaire à remplir qui peut être adapté aux besoins de chaque contexte ou situation. Ce guide vous aidera à réfléchir à ce que vous devriez inclure dans les modèles pour chaque outil.
6. Les modèles de formulaires à remplir se trouvent à la fin de la présentation de chaque outil. Vous trouverez également à chaque fois un lien pour accéder à une version adaptable des modèles, la télécharger et l’adapter à votre contexte.



Utilisation de la version numérique des outils de redevabilité sociale

Tous ces outils peuvent être soit imprimés, soit utilisés dans leur format numérique pour faciliter leur accès via différentes plateformes numériques.

Utilisation des outils dans le cadre du cycle des projets de développement d'un gouvernement

Le cycle de développement suivi par les gouvernements comporte généralement trois phases.



Les outils de redevabilité sociale sont extrêmement efficaces lorsque :

- a) ils sont bien établis et reliés aux diverses structures de gouvernance impliquées dans les prestations de services publics⁹ ;
- b) ils sont mis en place à la phase appropriée du cycle de développement du gouvernement.

La plupart des outils de redevabilité sociale sont axés sur les deux premières phases, car celles-ci sont fondamentales pour

⁹ Kohli (2012)

obtenir des résultats positifs. Si la planification ne priorise pas les bons éléments, ou si la mise en œuvre d'un plan, même excellent, est médiocre, on n'obtiendra pas les résultats souhaités. Nous vous recommandons vivement de lire la trousse à outils de gouvernance participative de CIVICUS (CIVICUS Participatory Governance Toolkit).

Présentation des phases typiques du cycle des projets de développement d'un gouvernement, et de certains des outils de redevabilité sociale inclus dans ce guide qui peuvent être utilisés à chaque phase.

Phases du cycle des projets de développement d'un gouvernement	Phase 1 : Suivi et influence de la planification stratégique et du budget	Phase 2 : Suivi de la mise en œuvre des projets et programmes	Phase 3 : Suivi des résultats de développement
Question clé à laquelle il faut répondre	Les plans élaborés et les fonds alloués sont-ils adéquats pour atteindre les objectifs fixés ?	La mise en œuvre des projets et activités respecte-t-elle la qualité souhaitée, les plans et les budgets ?	Les projets et activités mis en œuvre nous aident-ils à atteindre les objectifs/résultats souhaités ?
Outils de redevabilité sociale à utiliser, disponibles dans ce guide	Processus de planification participative	Suivi budgétaire	Suivi budgétaire
	Suivi budgétaire	Journalisme citoyen	Journalisme citoyen
	Journalisme citoyen	Fiches de notation communautaires	Fiches de notation communautaires
	Fiches de notation communautaires	Enquêtes de suivi des dépenses publiques	Audit social
		Audit social	

Consultez [l'annexe](#) pour voir un tableau répertoriant les phases clés du cycle générique des projets de développement d'un gouvernement.



Planification participative



📷 Des membres du comité de planification du village de Simayiwa 1 réunissent les villageois pour expliquer leurs futurs plans de développement. Photo : Alex Baker/Tearfund

Dans cette partie

[Présentation de l'outil](#) • [Utilisation et adaptation de l'outil](#) •
[Recommandations supplémentaires](#) • [Modèle de formulaire](#) •
[Modèle adaptable](#)

Présentation de l'outil

La planification participative est un processus permettant aux citoyens d'exercer une influence et un contrôle sur les initiatives de développement qui les concernent. Pour ce faire, ils jouent un rôle actif dans le processus de définition des priorités, d'allocation des ressources et de suivi de la mise en œuvre des initiatives de développement¹⁰.

La planification participative permet à diverses parties prenantes – citoyens, organisations basées dans la communauté, Églises locales, organisations de la société civile (OSC), fonctionnaires, etc. – de prendre part à l'identification et à la priorisation des projets de développement financés par des fonds publics¹¹.

Le terme « participation » peut désigner divers processus tels que le partage d'informations, la consultation ou la planification collaborative. C'est cette dernière que nous visons, car elle encourage la participation directe des communautés dans les processus de planification de la gouvernance locale. Elle les implique dans les prises de décisions concernant la hiérarchisation des problèmes, la définition des solutions, et la mise en place, le suivi et

¹⁰ Banque mondiale (1996) p. xi

¹¹ Oduor (2014)

l'évaluation des actions. Elle inclut aussi la mobilisation et la gestion des ressources¹².

La planification participative est plus durable, car elle peut conduire à l'établissement de :

- structures représentant les parties prenantes au sein des organes de prise de décisions
- comités de planification locaux
- mécanismes de budgétisation participative
- programmes de financement de projets de développement gérés par la communauté¹³.

¹² Institute of Development Studies (2002)

¹³ CIVICUS: Participatory Development Planning

But de l'outil

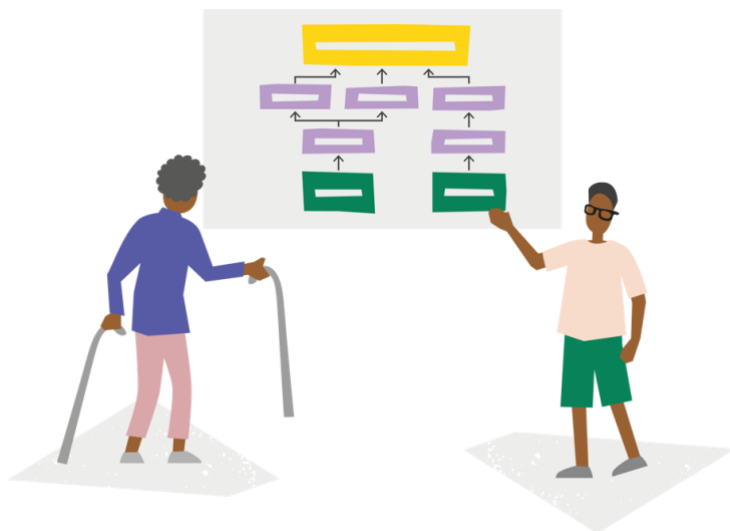
Cet outil vise à soutenir les efforts engagés par les Églises et les communautés locales pour :

- garantir l'incorporation des connaissances et points de vue locaux dans les plans et initiatives de développement du gouvernement
- garantir la participation active des communautés aux prises de décisions de développement pouvant avoir un impact sur elles
- garantir l'adéquation des interventions de développement aux besoins et souhaits des communautés pour lesquelles elles sont conçues¹⁴.

Pour tirer le meilleur parti de cet outil, utilisez-le conjointement avec d'autres outils comme les fiches de notation communautaires et l'audit social. Les communautés disposeront ainsi d'informations basées sur des éléments probants – recueillies à l'aide des fiches de notation – qu'elles pourront partager lors des discussions de planification, ainsi que d'un moyen objectif – l'audit social – de suivre la mise en œuvre des plans convenus.

¹⁴ CIVICUS: Participatory Development Planning

L'idéal est d'utiliser cet outil au niveau local chaque fois que la participation de la communauté est souhaitée dans la planification d'un projet. Il peut aussi être adapté de manière à pouvoir être utilisé à un niveau régional ou national.



Forces et limites de l'outil

Forces :

- Il amplifie les voix des citoyens. Les citoyens restent informés des plans de développement grâce à leur implication dans les processus de planification du gouvernement. Ils ont des possibilités de participer à l'identification des besoins de développement et au choix des politiques et programmes qui devraient être priorités par leurs autorités locales.

- Il crée de nouveaux espaces civiques dans lesquels les citoyens peuvent exiger la performance, la transparence et la redevabilité de leurs autorités locales. Les citoyens doivent être impliqués à la fois dans la mise en œuvre des plans et dans le suivi et l'évaluation de la performance des autorités locales¹⁵.
- Il favorise l'appropriation des plans des autorités locales par la communauté, ce qui permet aux citoyens d'accéder aux ressources communautaires, par exemple les ressources identifiées lors du processus de mobilisation de l'Église et de la communauté¹⁶.
- Il contribue à changer les dynamiques de pouvoir entre différents types d'autorités, parties prenantes et ressources, en permettant à différents participants d'interagir sur un pied d'égalité et de manière réellement collaborative.

¹⁵ Institute of Development Studies (2002)

¹⁶ Institute of Development Studies (2002)

Limites :

- Il arrive qu'il ne conduise pas automatiquement à l'implication de la communauté dans la mise en œuvre, le suivi ou l'évaluation des actions. Même en présence de cadres juridiques favorables, il peut arriver que l'environnement ne soit pas propice à cette implication. Par exemple, il est possible que la culture locale n'encourage pas les interactions entre les citoyens et le gouvernement, ou la sensibilisation et l'engagement des communautés, ou qu'il n'y ait pas le soutien politique nécessaire¹⁷.
- Le processus pourrait être détourné par les élites de la communauté ou d'autres personnes et organisations influentes qui chercheraient à le manipuler pour promouvoir leurs propres intérêts¹⁸.
- Il faut du temps et des ressources pour pouvoir inclure différentes parties prenantes ayant des intérêts variés.
- L'outil crée des attentes. Le fait de demander à de multiples parties prenantes de s'impliquer dans le processus de planification et d'élaboration des politiques créera certainement des attentes, mais il n'est pas toujours possible de tenir compte de tous les points de vue, et cela doit être clairement précisé dès le début.

¹⁷ Institute of Development Studies (2002)

¹⁸ CIVICUS: Participatory Governance Toolkit

Utilisation et adaptation de l'outil

À quelle étape du processus de TEC cet outil peut-il être utilisé ?

Différents processus de transformation de l'Église et de la communauté (TEC) sont utilisés dans différents contextes. Ils ont toutefois une chose en commun : ils s'appuient tous sur une méthode participative, ce qui signifie qu'ils peuvent aisément incorporer la planification participative. L'idéal est d'utiliser cet outil après que les communautés et l'Église ont réalisé leur évaluation des besoins, identifié les problèmes, opportunités et ressources dans leur communauté, et commencé à mobiliser des ressources afin de résoudre les problèmes. La communauté est à ce moment-là déjà en train de voir les mentalités changer et elle prend conscience de son pouvoir d'action. Elle est bien placée pour participer à la définition des priorités incluses dans les plans des autorités locales, pour défendre les intérêts de ses membres, et pour prendre part aux efforts de mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre des plans.

Si les ressources identifiées comprennent des fonds publics, la participation au processus de planification des autorités locales augmentera les chances que les priorités de la communauté soient incluses dans ces plans et dans l'allocation des ressources.

Vous trouverez ci-dessous des exemples d’approches de TEC et les phases auxquelles l’outil peut être utilisé :

Approche de TEC	Processus de mobilisation de l’Église et de la communauté (PMEC)	Umoja/Parivartan/Unidos	Sangsangai
Phases auxquelles la planification participative peut être introduite	<p>Phase 4 : L’analyse des informations</p> <p>Phase 5 : Les décisions</p>	<p>Étape 3 : Faire des rêves et planifier l’action</p> <p>Étape 4 : Passer à l’action</p>	<p>3^e cycle : La communauté</p>

L’Église et la communauté peuvent renforcer leurs compétences en planification participative en suivant le processus décrit ci-dessous.

Utilisation de l’outil

Vous trouverez [un modèle de formulaire](#) à la fin de cette section (page 38).

Pour télécharger un modèle modifiable et adaptable à votre contexte, visitez learn.tearfund.org/sa-tools



N’oubliez pas que l’approche de TEC est participative en soi, donc la plupart du travail décrit dans l’outil de planification participative aura déjà été réalisé par l’Église et la communauté si elles ont mis en œuvre les phases 3 et 4 du processus de TEC.

Le processus ci-dessous est spécifiquement indiqué pour les problèmes qui doivent être réglés avec le soutien ou l’intervention du gouvernement. Le but sera de définir la façon dont la communauté pourra contribuer au processus de planification du gouvernement pour garantir l’inclusion des problèmes priorités dans les plans du gouvernement. Le processus de planification participative suit les étapes clés décrites ci-après. Vous trouverez un modèle de formulaire à remplir pour cet outil à la fin de cette section.

1. Hiérarchisation verbale des problèmes et opportunités

Cette étape correspond aux phases 3 et 4 de nombreux processus de TEC, au cours desquelles les parties prenantes de la communauté évaluent leurs problèmes et leurs ressources, afin d'obtenir un consensus sur les problèmes à régler en priorité et sur les opportunités existantes.

2. Plan d'action communautaire

Cette étape ressemble aux phases de planification et de prise de décisions des approches de TEC. À ce stade, la communauté doit avoir clairement établi :

- les mesures qui permettront de régler les problèmes identifiés
- où ces mesures seront mises en place
- pourquoi elles doivent être mises en place
- combien de bénéficiaires sont visés
- ce qui doit être fait par la communauté
- ce qui doit être fait par les institutions concernées, p. ex. le gouvernement.

3. Cartographie des opportunités existantes

Cette étape consiste à trouver des solutions pour incorporer les problèmes identifiés dans les plans et budgets du gouvernement. Pour cela :

a. Faites des recherches préparatoires

Renseignez-vous sur les lois et politiques qui existent dans votre pays en matière de participation citoyenne dans les processus de planification du gouvernement.

b. Nouez des relations

Il est essentiel d'essayer de forger des liens avec des personnes travaillant au ministère ou à la municipalité concernés, ainsi qu'avec des responsables communautaires.

c. Mettez-vous d'accord sur le ou les problèmes qui doivent être inclus dans les plans et budgets du gouvernement

Ces choix sont basés sur les priorités et ressources issues de la phase de TEC visant à identifier et prioriser les problèmes. Ces derniers ne seront pas tous incorporés au plan du gouvernement, car certains seront pris en charge par la communauté elle-même, avec ses propres ressources, conformément aux principes de la TEC.

d. Recueillez les informations dont vous avez besoin

Essayez de vous procurer les directives locales concernant la planification et la participation communautaire pour voir s'il existe un cadre juridique favorisant la participation citoyenne et quelles sont les

plateformes actuelles de planification des services publics (y compris les dates clés du processus de planification). Une fois que vous avez en main tous les documents, lisez-les attentivement. Ne vous inquiétez pas s'il y a certaines choses que vous ne comprenez pas – vous pourrez poser vos questions à des personnes qui travaillent dans le bureau ou la municipalité qui vous a fourni les documents.

e. Développez une stratégie

Selon les réponses obtenues à l'aide de l'outil de planification participative, vous déciderez de la façon dont vous vous impliquerez dans le processus de planification du gouvernement pour garantir l'inclusion des priorités de la communauté dans les plans et les budgets finaux. Vous déciderez aussi à ce moment-là des responsabilités de chaque personne.



Impact de l'outil Étude de cas

À lire en ligne

[Le plaidoyer au Népal : Former les communautés à travailler avec le gouvernement local](#)

Au Népal, le gouvernement national a créé une loi permettant aux communautés de participer de manière constructive au travail de développement, à travers le processus de planification participative (PPP). La loi stipulait que lorsque les autorités locales allouaient des fonds au travail de développement, les propositions des comités de développement villageois devaient être prises en compte. Mais dans la réalité, les décisions étaient souvent prises par un petit nombre de leaders et politiciens influents qui ne tenaient pas souvent compte de l'opinion et des besoins de la communauté.

Pour renverser cette tendance, l'association United Mission to Nepal (UMN) a encouragé des membres de certains comités de développement villageois à accroître leur participation aux activités de développement communautaire et leur a appris comment accéder aux fonds des autorités locales. Au niveau communautaire, l'UMN a également encouragé des facilitateurs locaux à rendre visite à tous les ménages pour les convier à la première réunion. Les facilitateurs avaient des

relations de longue date avec leur communauté et connaissaient parfaitement le contexte local. Ils étaient donc en mesure d'encourager la participation de familles pauvres et issues de basses castes et d'autres groupes marginalisés, qui autrement auraient pu ne pas être incluses.

Lors de ces réunions, les communautés ont appris que les fonds des comités de développement villageois destinés au développement leur appartenaient, et qu'elles avaient voix au chapitre sur leur utilisation. L'UMN leur a dispensé une formation sur les processus et les domaines prioritaires du gouvernement, ainsi que sur la façon dont les propositions étaient élaborées. Elle a encouragé les communautés à définir et à hiérarchiser les problèmes, puis à examiner les solutions possibles. Elle les a également aidées à trouver d'autres ressources locales et à accéder à une expertise technique quand cela était nécessaire. Des représentants de la circonscription ont présenté les propositions des communautés au comité de développement villageois.

Suite à l'implication des communautés dans le processus décisionnel des autorités locales, des fonds ont été débloqués et alloués à des projets communautaires, dont : une formation en couture pour les femmes seules, des fournitures pour des centres de la petite enfance, l'entretien des canaux d'irrigation, la construction de toilettes, une nouvelle église et une clôture pour un cimetière.

Recommandations supplémentaires

Pour aider une Église et une communauté spécifiques à utiliser cet outil, vous devez faire quelques recherches préparatoires afin de vous familiariser avec les cycles de planification locale et nationale de votre pays et renforcer vos connaissances sur le sujet. Vous devrez ensuite faire des recherches plus approfondies avec les membres de la communauté pour bien comprendre les processus de planification en vigueur au niveau local.

Le but est d'obtenir des réponses aux questions clés suivantes :

- Y a-t-il une loi qui promeut ou facilite la planification participative ?
- Quand l'exercice comptable commence-t-il et finit-il ?
- Comment le gouvernement effectue-t-il sa planification annuelle au niveau local et national ?
- Quelles sont les plateformes qui permettent de contribuer à l'élaboration des plans locaux et nationaux ?
- Qui dirige le processus de planification ?
- Quelles sont les dates clés, p. ex. les dates de commencement et de fin des périodes de consultation ?

Liens vers des documents et outils complémentaires sur la planification participative



- a. [Le plaidoyer au Népal : Participation communautaire aux processus de planification du gouvernement](#)
- b. [2.1.4 Participatory planning methods and tools used](#)
- c. [Participatory Development Planning](#)

Glossaire

Budget : estimation des revenus et dépenses pour une période définie.

Développement géré par la communauté : processus dans lequel les membres d'une communauté se regroupent pour mener des actions collectives et trouver des solutions à des problèmes communs.

Exercice comptable : période de douze mois (pas toujours du 1^{er} janvier au 31 décembre) pour laquelle un gouvernement ou une entreprise planifie la gestion de son argent.

Gouvernement : bureaux, administrations et groupes de personnes qui contrôlent un pays, un État, une ville ou une autre circonscription politique.

Plan : ensemble de décisions portant sur la façon de faire quelque chose dans le futur.

Politique publique : désigne un plan d'action validé par le gouvernement pour atteindre certains objectifs. Une politique publique peut prendre plusieurs formes. Elle peut par exemple se traduire par une loi, une stratégie ou un programme. Même un discours prononcé par un président ou un ministre peut exposer les grandes lignes du plan d'action d'un gouvernement.

Modèle de formulaire

À remplir pendant le processus de planification participative

Pays	Date
Nom administratif de la circonscription	
Nom de la communauté ou du village	
Projet(s)/service(s) public(s) à incorporer dans le plan du gouvernement :	
1.	
2.	
3.	

Thèmes clés	Réponses
<p>1. La hiérarchisation des problèmes et des opportunités a-t-elle été effectuée ?</p> <p>Cette liste de problèmes et d'opportunités est normalement disponible si la communauté a procédé aux étapes suivantes du processus de transformation de l'Église et de la communauté (TEC) : la collecte et l'analyse des informations ; faire des rêves ; la planification d'actions ou le passage à l'action.</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Commentaires et détails</p>	
<p>2. Les opportunités de participation des communautés aux processus de planification du gouvernement ont-elles été cartographiées ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Commentaires et détails</p>	

Thèmes clés	Réponses
<p>2.1. Existe-t-il un cadre juridique promouvant ou favorisant la participation citoyenne dans le processus de planification ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui – Partage d’informations <input type="checkbox"/> Oui – Consultation de la communauté <input type="checkbox"/> Oui – Planification collaborative <input type="checkbox"/> Oui – Autre <input type="checkbox"/> Non <p>(Si NON, passez à la question 2.2.)</p>
Commentaires et détails	

Thèmes clés

2.1.1. Quelles plateformes de planification gouvernementale existe-t-il au niveau de gouvernance qui vous intéresse ?

Auxquelles auriez-vous le plus intérêt à participer pour faire en sorte que les problèmes que vous avez identifiés soient incorporés dans les plans du gouvernement ?

Commentaires et détails

2.1.2. Quelles sont les dates clés du processus de planification du gouvernement ?

- À quel mois de l'année le processus de planification commence-t-il ?
- Quand les consultations commencent-elles et se terminent-elles ?
- Quand les plans et budgets définitifs du gouvernement seront-ils prêts ?

Commentaires et détails

Thèmes clés	Réponses
<p>2.1.3. Dans quels formats le gouvernement reçoit-il les demandes émanant des communautés ?</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Vos informations (issues du processus de TEC) sont-elles disponibles dans le format requis ? ● Qui a été désigné pour soumettre les demandes au nom de la communauté ? 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Demandes écrites <input type="checkbox"/> Réunions de consultation communautaire <input type="checkbox"/> Ateliers de planification
Commentaires et détails	
<p>2.1.4. La communauté a-t-elle d'autres moyens de s'impliquer dans le processus de planification ?</p> <p>P. ex. y a-t-il un pourcentage des fonds de développement spécialement réservé pour des projets choisis par la communauté ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Commentaires et détails	

Thèmes clés	Réponses
<p>2.2. S’il n’existe aucun cadre juridique promouvant ou favorisant la participation citoyenne dans le processus de planification :</p> <p>2.2.1. Y a-t-il des possibilités de développer/renforcer les relations avec les agents du service public identifiés lors de l’analyse des institutions effectuée dans le cadre de l’approche de TEC ? Est-il possible de leur faire part des priorités de la communauté au début de leur processus de planification ?</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Vos informations (issues du processus de TEC) sont-elles disponibles dans le format requis ? ● Qui a été désigné pour soumettre les demandes au nom de la communauté ? 	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
Commentaires et détails	

Thèmes clés	Réponses
<p>2.2.2. Y a-t-il des possibilités d'influencer le processus de planification de manière à ce que les préoccupations de la communauté soient quand même incorporées dans les plans ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Commentaires et détails</p>	
<p>2.2.3. Y a-t-il des possibilités de mener un plaidoyer pour la création d'un cadre juridique garantissant la participation des citoyens dans les processus de planification du gouvernement ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Commentaires et détails</p>	

Conseils sur les mesures immédiates à prendre lorsque les plans et budgets du gouvernement sont prêts

3. Lisez attentivement les plans et les budgets approuvés pour voir si les priorités de la communauté en font partie

- Avec l'aide de responsables communautaires, demandez aux agents de service public concernés de venir présenter à la communauté les plans et budgets qui ont été approuvés. Ces informations seront importantes pour suivre la mise en œuvre des projets avec les autres outils de redevabilité sociale, p. ex. l'outil de suivi des dépenses publiques, les fiches de notation communautaires ou l'audit social.
- Si les priorités de la communauté ne sont pas incluses, cherchez à savoir pourquoi et échangez des idées sur la façon dont ces priorités pourraient être financées par d'autres sources. Ou envisagez d'attendre jusqu'au prochain cycle de planification.
- Convenez de ce que sera votre contribution en tant que communauté pour garantir la bonne mise en œuvre des plans.
- Demandez aux agents de service public présents quelles difficultés ils anticipent et décidez ensemble de la façon dont vous pourrez atténuer les conséquences de ces difficultés.
- Convenez de la fréquence à laquelle des réunions de suivi auront lieu entre les communautés et les agents du service public.

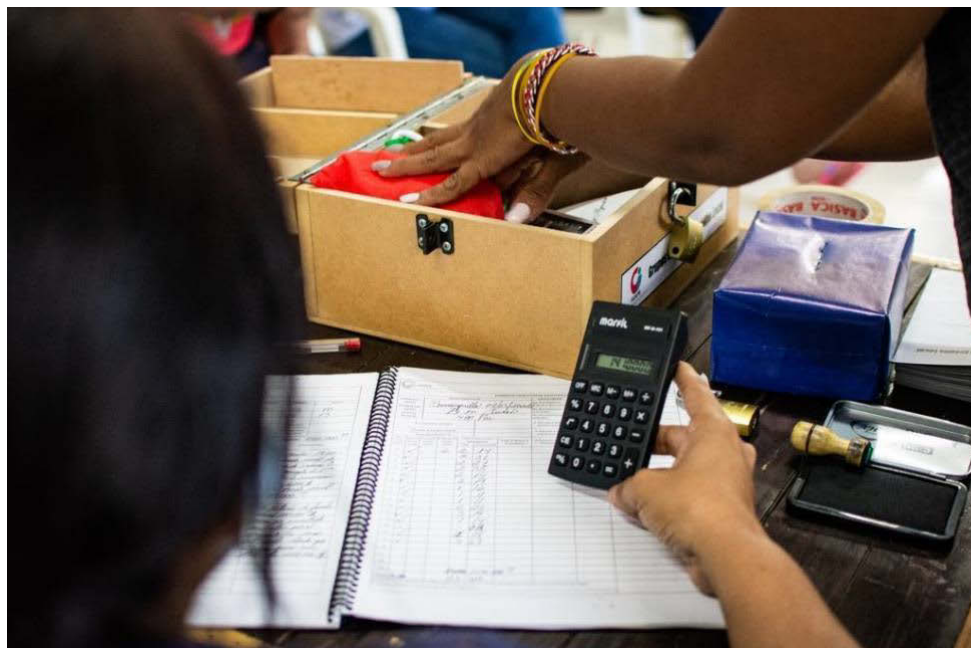
Commentaires et détails

Pour télécharger un modèle modifiable et adaptable à votre contexte, visitez learn.tearfund.org/sa-tools





Suivi budgétaire



📷 Groupe d'entraide (Grupo de Ahorro) à Las Flores soutenu par Tearfund via notre partenaire local AGAPE. Photo : Linda Esperanza Aragón/Tearfund

Dans cette partie

- [Présentation de l'outil](#)
- [Utilisation et adaptation de l'outil](#)
- [Recommandations supplémentaires](#)
- [Modèle de formulaire](#)
- [Modèle adaptable](#)

Présentation de l'outil

Cet outil permet aux citoyens, aux communautés et à d'autres parties prenantes de suivre les dépenses du gouvernement grâce à l'examen et à l'analyse périodique du budget.

Le suivi budgétaire comprend :

1. Des examens : étudier l'allocation des fonds et vérifier si l'argent a bien été affecté aux secteurs auxquels il était destiné.
2. Des analyses : regarder ce qui a été alloué au début de l'exercice comptable et suivre les montants débloqués et dépensés. Répondre à la question : « Est-ce que nous allons vers les résultats de développement visés ? »

But de l'outil

Suivre l'allocation des fonds pour vérifier qu'ils sont correctement distribués, débloqués dans les délais, et dépensés conformément au plan et au budget.

Cet outil peut être utilisé à tous les niveaux du gouvernement où il y a une budgétisation et des dépenses.

Forces et limites de l'outil

Forces

- Il favorise la mise en œuvre efficace des budgets convenus : le budget indique « les choix faits par un gouvernement pour mener à bien son programme socio-économique. Donc, l'efficacité de la mise en œuvre du budget reflète la mesure dans laquelle une politique produit des résultats¹⁹. »
- Il peut entraîner une amélioration des services publics, car les budgets ne sont ni retardés ni détournés mais utilisés comme prévu.
- Il peut réduire et exposer au grand jour la corruption, les activités criminelles et les détournements de ressources, car les citoyens remarquent quand les fonds ne parviennent pas à leur destination.

¹⁹ Kohli (2012) citant Aiyar & Behar (2005)

Limites

- Les personnes les plus touchées par les décisions n'ont pas toujours la possibilité de participer au processus, donc les ressources risquent d'être allouées en fonction des opinions ou besoins d'autres personnes. Des motivations politiques peuvent aussi entrer en jeu. Et les personnes les plus susceptibles d'être touchées par les décisions n'ont peut-être pas de pouvoir politique ou économique, ce qui les empêche de participer au processus de formulation du budget²⁰.
- Rien ne garantit que les fonds reportés dans le budget seront levés et disponibles pour financer les divers programmes.
- L'outil est plus difficile à utiliser dans un système gouvernemental centralisé²¹.

²⁰ Kohli (2012)

²¹ Il est plus facile à utiliser dans un système de gouvernance décentralisé où l'autorité politique, financière et administrative a été dévolue aux gouvernements locaux (district/ville), pour permettre à ces derniers de mettre en œuvre de meilleurs services publics pour les populations.

[Cifor](#)

Utilisation et adaptation de l'outil

À quelle étape du processus de TEC cet outil peut-il être utilisé ?

Différents processus de transformation de l'Église et de la communauté (TEC) sont utilisés dans différents contextes. L'idéal est d'utiliser cet outil après la phase de cartographie des ressources. La communauté et l'Église auront alors réalisé leur évaluation des besoins, identifié les problèmes et opportunités au sein de la communauté, hiérarchisé les problèmes qu'elles souhaitent traiter, et commencé à mobiliser des ressources pour les résoudre. C'est à ce moment-là que l'outil doit être utilisé, car la communauté saura exactement pour quels problèmes il sera utile de suivre le budget du gouvernement.

Vous trouverez ci-dessous des exemples d’approches de TEC et les phases auxquelles l’outil peut être utilisé :

Approche de TEC	Processus de mobilisation de l’Église et de la communauté (PMEC)	Umoja/Parivartan/Unidos	Sangsangai
Quand l’outil de suivi budgétaire peut être introduit	Phase 4 : L’analyse des informations	Étape 3 : Faire des rêves et planifier l’action Étape 4 : Passer à l’action	3^e cycle : La communauté

L’Église et la communauté peuvent être formées au suivi des budgets qui les intéressent à l’aide du modèle de formulaire inclus à la fin de cette section.

Utilisation de l'outil

Exercice de budgétisation : cette activité de groupe, animée par un facilitateur/une facilitatrice, aide à démontrer ce qu'est la budgétisation.



Le point important à retenir est que les « familles » représentent différents gouvernements. Certaines ont plus de ressources que d'autres, mais toutes planifient, et les budgets qu'elles élaborent reflètent leurs priorités.

Chaque famille établit un plan et un budget, et certaines le font en s'appuyant sur leur foi, car elles ne savent jamais quels seront leurs revenus exacts. En tant que facilitateur/facilitatrice :

- Imaginez des noms de famille et attribuez-leur des professions que tout le monde connaît dans votre communauté/pays.
- Faites en sorte d'avoir une famille à revenus élevés, une à revenus moyens, et une autre dépendant de revenus journaliers (aucun emploi formel).
- Indiquez combien chaque famille gagne chaque mois, dans votre monnaie locale. Précisez aussi combien d'enfants il y a dans la famille.

- Donnez un nom à chaque famille et répartissez-y les participants.
- Demandez à chaque famille de créer son budget pour le mois.
- Chaque famille présente ensuite son budget au groupe, en expliquant ses choix.
- Animez une conversation pour aider les participants à réfléchir aux éléments qui doivent faire partie du budget.
- Discutez ensemble des différentes priorités éventuelles des familles.
- Discutez de ce qui se passera si l'argent n'est pas dépensé conformément au budget dans chaque famille. Par exemple, imaginez que M. Koffi dépense 700 dans de l'alcool. Quel serait l'impact de cette dépense sur la famille ce mois-là ? Ou si la famille Mwale dépense 5 000 pour le mariage d'un proche ?



Voici quelques exemples :

Nom de famille et professions	Nombre d'enfants	Revenu total	Biens
1. Famille Mwale Médecin et directeur exécutif d'une société	4	80 000	3 véhicules Propriétaires de leur maison
2. Famille Singa Enseignant et employée de banque	3	20 000	1 véhicule Locataires d'une maison
3. Famille Koffi Employée de maison et ouvrier	4	700 + montants variables, en fonction de ce qu'ils gagnent à la journée	1 vélo Locataires d'une maison
4. M. Keita (homme célibataire) Mécanicien	0	5 000	Locataire d'une chambre meublée

Comment suivre un budget²²

Les étapes suivantes sont essentielles pour bien suivre un budget à l'aide du formulaire de suivi budgétaire inclus à la fin de cette section.

- 1. Formez une équipe de suivi budgétaire :** les membres de l'équipe doivent si possible être élus par la communauté. La taille de l'équipe peut varier, mais elle se compose généralement de neuf à 14 personnes. Elle doit inclure des femmes et des hommes, et des personnes représentatives de tranches d'âges, d'origines ethniques et de rangs sociaux différents au sein de la communauté.
- 2. Documentez-vous :** renseignez-vous sur les lois et politiques qui existent dans votre pays en matière de transparence budgétaire. Par exemple, il y a peut-être des lois qui stipulent que les citoyens ont le droit d'accéder aux informations concernant les budgets publics.
- 3. Nouez des relations :** il est essentiel d'essayer de forger des liens avec des personnes travaillant au ministère ou à la municipalité concernés, ainsi qu'avec des responsables communautaires.

²² [Contrôle des dépenses gouvernementales](#), adapté de la trousse à outils *Révéler* de Tearfund.

4. **Décidez ensemble du projet que vous voulez suivre**, en fonction des priorités définies pendant le processus de transformation de l'Église et de la communauté (TEC) à la phase d'identification et de priorisation des problèmes.
 - a. **Recueillez les informations budgétaires dont vous avez besoin** : essayez de vous procurer tous les plans et les informations budgétaires nécessaires auprès de votre autorité locale. Une fois que vous avez en main tous les documents, lisez-les attentivement. Ne vous inquiétez pas s'il y a certaines choses que vous ne comprenez pas – vous pourrez poser vos questions à des personnes qui travaillent dans le bureau ou la municipalité qui vous a fourni les documents.
 - b. **Vérifiez l'exécution du budget** : le budget est-il dépensé comme prévu ?
 - c. **Analysez toutes les informations** : est-ce que tout correspond ?
 - d. **Donnez un retour à votre communauté** et décidez de ce que vous allez faire ensuite. Rassemblez toutes vos informations et organisez une réunion communautaire pour que tout le monde puisse être informé de vos constatations et impliqué dans la suite.



Impact de l'outil Étude de cas

À lire en ligne

[Le plaidoyer en Bolivie](#)

Grâce à une formation sur la transformation de l'Église et de la communauté (TEC), une Église locale en Bolivie a aidé sa communauté à mobiliser les autorités locales pour améliorer les services d'approvisionnement en eau. Avec le soutien de l'Église locale, la communauté a participé au processus d'élaboration du budget et suivi l'usage des fonds octroyés, jusqu'à la construction des infrastructures d'approvisionnement en eau. Ce travail a permis de garantir l'amélioration des installations d'approvisionnement en eau et de gestion des eaux usées pour les habitants de la communauté.

Comment le suivi budgétaire a contribué à la transformation de la communauté

À Tipa Tipa, une communauté rurale de Bolivie, l'accès à l'eau était limité, ce qui avait de graves conséquences sur les moyens de subsistance et la vie quotidienne des habitants. Malgré une initiative ingénieuse des habitants grâce à laquelle ils avaient réussi à creuser un canal pour irriguer leurs cultures, leurs habitations pouvaient être privées d'eau pendant des heures et même des jours.

Après avoir suivi une formation sur la TEC, l'Église de Tipa Tipa a décidé d'aider sa communauté à améliorer son accès à l'eau. Elle savait que les problèmes d'eau et d'assainissement étaient la responsabilité du gouvernement. Donc, quand le gouvernement bolivien a fait passer une nouvelle loi autorisant la participation des citoyens aux décisions d'allocation des budgets, l'Église locale a décidé de s'impliquer. Elle a fait pression sur les autorités locales pour qu'elles fournissent des services d'approvisionnement en eau adéquats aux habitants en allouant un budget à la construction d'un nouveau réservoir d'eau et d'un réseau de canalisations approvisionnant chaque maison.

Après de nombreuses réunions, les autorités locales et la communauté ont décidé que le gouvernement allouerait un budget à ce projet et que des membres de la communauté donneraient de leur temps et de leurs compétences pour construire ces nouvelles infrastructures. L'Église de Tipa Tipa a également influencé le plan opérationnel annuel de la municipalité et obtenu la construction d'un système d'égouts. Les familles ont ainsi pu relier leurs toilettes et leurs douches aux canalisations et la communauté a pu construire des salles de bain là où il n'y avait avant que des latrines.

Recommandations supplémentaires

Pour aider une Église et une communauté spécifiques à utiliser cet outil, vous devez faire quelques recherches préparatoires afin de vous familiariser avec le cycle d'élaboration et d'exécution des budgets nationaux et locaux, et de renforcer vos connaissances sur le sujet. Vous devrez ensuite faire des recherches plus approfondies avec les membres de la communauté pour bien comprendre les processus de budgétisation en vigueur au niveau local²³.

Le but est d'obtenir des réponses aux questions clés suivantes :

1. Quand les budgets sont-ils approuvés dans le pays, au niveau national et au niveau local ?
2. Quel type de gouvernement est en place ? Centralisé ou décentralisé ?
3. Quelles ressources sont envoyées aux administrations locales ?
4. Comment les informations budgétaires peuvent-elles être consultées ?
5. Quelles sont les dates clés pour l'allocation des budgets, les versements de fonds et les rapports budgétaires ?

²³ Cet outil peut être utilisé isolément, mais ses résultats seront plus solides s'il est utilisé après [l'outil de planification participative](#)

Liens vers des documents et outils complémentaires sur le suivi budgétaire



- a. [Contrôle des dépenses gouvernementales \(suivi du budget\)](#)
- b. [Budget tracking for beginners : An introductory guide](#)
- c. [Manual on Social Accountability: Concepts and Tools.](#) Les pages 52 à 80 expliquent de manière détaillée comment suivre un budget.
- d. [Just and Democratic Local Governance: Budgets](#)
- e. [Kenya County Budget Training Workshop Materials for Facilitators and Participants](#)

Glossaire

Budget : estimation des revenus et dépenses pour une période définie.

Décentralisation : transfert du contrôle d'une activité ou d'une organisation vers plusieurs administrations ou bureaux locaux plutôt que vers un seul organe.

Développement géré par la communauté : processus dans lequel les membres d'une communauté se regroupent pour mener des actions collectives et trouver des solutions à des problèmes communs.

Exercice comptable : période de douze mois (pas toujours du 1^{er} janvier au 31 décembre) pour laquelle un gouvernement ou une entreprise planifie la gestion de son argent.

Gouvernement : bureaux, administrations et groupes de personnes qui contrôlent un pays, un État, une ville ou une autre circonscription politique.

Gouvernement centralisé : gouvernement dans lequel les pouvoirs exécutif et législatif sont concentrés et exercés au plus haut niveau, et non pas répartis dans des administrations locales.

Plan : ensemble de décisions portant sur la façon de faire quelque chose dans le futur.

Politique publique : désigne un plan d'action validé par le gouvernement pour atteindre certains objectifs. Une politique publique peut prendre plusieurs formes. Elle peut par exemple se traduire par une loi, une stratégie ou un programme. Même un discours prononcé par un président ou un ministre peut exposer les grandes lignes du plan d'action d'un gouvernement.

Modèle de formulaire

Outil de suivi budgétaire²⁴

Pays
Nom de la communauté ou du village
Nom administratif de la circonscription
Projet/service public dont le budget doit être suivi
Période de suivi budgétaire

²⁴ Adapté de l'outil *Constituency Development Fund (CDF) Budget Tracking Tool* (2015) de l'Evangelical Fellowship of Zambia.

Suivi du processus et de la mise en œuvre d'un projet particulier²⁵

Nom du projet			
Suivi du processus			
	Oui (veuillez expliquer)	Non (veuillez expliquer)	Pas sûr (veuillez expliquer)
1. La communauté est-elle au courant que le projet existe ?			

²⁵ Utilisez les mêmes méthodologies que celles employées pendant le processus de transformation de l'Église et de la communauté (TEC) pour recueillir, analyser et communiquer les informations aux parties prenantes concernées.

	Oui (veuillez expliquer)	Non (veuillez expliquer)	Pas sûr (veuillez expliquer)
2. La communauté connaît-elle le montant des fonds alloués au projet ?			
3. La communauté a-t-elle été impliquée dans le choix de ce projet ? P. ex. les membres de la communauté ont-ils envoyé des demandes particulières pendant la planification du projet ?			
4. La communauté a-t-elle été impliquée dans la mise en œuvre du projet ? P. ex. ses membres ont-ils fourni des matériaux/de leur temps ?			

	Oui (veuillez expliquer)	Non (veuillez expliquer)	Pas sûr (veuillez expliquer)
5. La communauté a-t-elle choisi les fournisseurs des biens et services pour le projet ?			
6. L'autorité locale a-t-elle lancé des appels d'offres publics pour la fourniture des biens et services ?			

Suivi de la mise en œuvre du projet

7. Quel était le budget total alloué à ce projet ? (Procurez-vous cette information auprès de l'autorité locale)			
	Oui (veuillez expliquer)	Non (veuillez expliquer)	Pas sûr (veuillez expliquer)
8. Les matériaux achetés par l'autorité locale sont-ils les mêmes que ceux mentionnés dans le cahier des charges du projet ?			
9. Combien le fournisseur était-il censé être payé ? (selon l'autorité locale)			

	Oui (veuillez expliquer)	Non (veuillez expliquer)	Pas sûr (veuillez expliquer)
10. Combien le fournisseur déclare-t-il avoir reçu ?			
11. Le projet est-il terminé ? (Rendez-vous sur le site du projet)			

	Oui (veuillez expliquer)	Non (veuillez expliquer)	Pas sûr (veuillez expliquer)
12. Les membres de la communauté estiment-ils que le projet a été bénéfique ? (question à poser à la communauté)			
13. Les membres de la communauté pensent-ils que la mise en œuvre du projet était de bonne qualité ? (question à poser à la communauté)			

**Questions à poser à l'autorité locale
(suggestions de questions à adapter à votre contexte)**

	Oui (veuillez expliquer)	Non (veuillez expliquer)	Pas sûr (veuillez expliquer)
14. La communauté a-t-elle été impliquée dans le choix de ce projet ? P. ex. les membres de la communauté ont-ils participé aux réunions de planification ?			
15. La communauté a-t-elle été impliquée dans la mise en œuvre du projet ? P. ex. les membres de la communauté ont-ils fourni des matériaux/de leur temps ?			

	Oui (veuillez expliquer)	Non (veuillez expliquer)	Pas sûr (veuillez expliquer)
16. Comment les fournisseurs de biens et services ont-ils été choisis ? La communauté les a-t-elle choisis ? Y a-t-il eu un appel d'offres public ?			
17. Quel était le budget total alloué à ce projet ?			
18. Les matériaux achetés par l'autorité locale sont-ils les mêmes que ceux mentionnés dans le cahier des charges du projet ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi ?			

	Oui (veuillez expliquer)	Non (veuillez expliquer)	Pas sûr (veuillez expliquer)
19. Combien le fournisseur est-il censé être payé ?			
20. Existe-t-il un rapport d'audit pour le projet ?			
21. Le projet a-t-il rencontré des difficultés ?			

Informations à recueillir sur le site du projet (inspection physique)			
	Oui (veuillez expliquer)	Non (veuillez expliquer)	Pas sûr (veuillez expliquer)
22. Les matériaux achetés par l'autorité locale sont-ils les mêmes que ceux mentionnés dans le plan/budget/devis quantitatif du projet ?			
23. Les matériaux sont-ils de qualité suffisante ?			

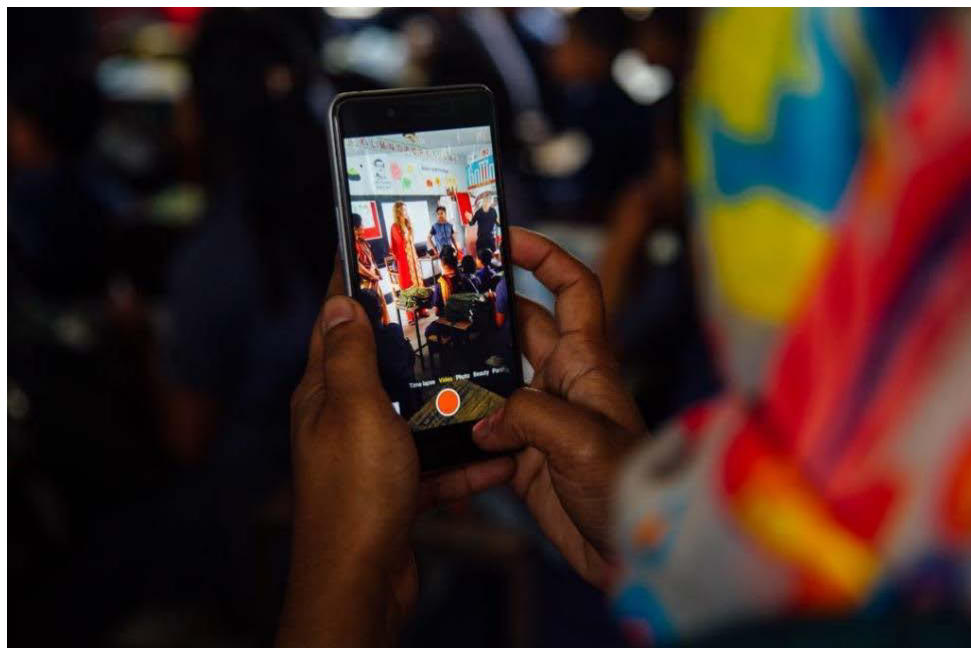
	Oui (veuillez expliquer)	Non (veuillez expliquer)	Pas sûr (veuillez expliquer)
24. Combien le fournisseur déclare-t-il avoir reçu ?			
25. Le projet est-il terminé ?			
26. Le projet a-t-il rencontré des difficultés ?			

Pour télécharger un modèle modifiable et adaptable à votre contexte, visitez learn.tearfund.org/sa-tools





Journalisme citoyen



📹 Une femme de la communauté filme des bénévoles qui visitent une école au Bangladesh.
Photo : Aaron Koch/Tearfund

Dans cette partie

- [Présentation de l'outil](#) • [Utilisation et adaptation de l'outil](#) •
- [Recommandations supplémentaires](#) • [Modèle de formulaire](#) •
- [Modèle adaptable](#)

Présentation de l'outil

On parle de journalisme citoyen quand des citoyens ordinaires, sans expérience du journalisme, décident de créer des contenus pour un public particulier à l'aide d'un smartphone équipé d'une fonction d'enregistrement vidéo et audio, et de les partager avec leur communauté ou le reste du monde via des médias sociaux ou traditionnels.

Les contenus créés par des citoyens-journalistes mettent souvent en avant des communautés et des problèmes négligés par les médias traditionnels. Le journalisme citoyen :

- peut être exercé par n'importe quel citoyen
- met en lumière des sujets non couverts par les grands médias
- est un moyen pour les citoyens d'agir et de se faire entendre
- permet aux citoyens de recueillir, d'analyser, de rapporter et de diffuser des informations à un public.

But de l'outil

Fournir une représentation essentielle à des groupes marginalisés vivant dans des zones où les médias traditionnels ne vont pas (dites « media-dark » en anglais)²⁶ et renforcer la cohésion sociale et culturelle de la communauté locale.

Cet outil peut être utilisé à tous les niveaux de gouvernance où il existe une demande (côté citoyens) et une offre (côté gouvernement).



²⁶ Communiquer dans des zones ou villages épars, reculés, où les populations sont majoritairement pauvres. Le public cible n'a peut-être pas accès à l'éducation ou aux médias. Kumar (2021)

Forces et limites de l'outil

Forces

- **Il promeut la liberté d'expression et les intérêts des citoyens** : les contenus créés par des citoyens-journalistes reflètent ce qui se passe dans les communautés locales. Le journalisme citoyen fonctionne comme « une chaîne d'information alternative qui permet de relayer des informations politiquement sensibles et favorise l'établissement d'une sphère publique en ligne, donnant aux citoyens ordinaires la possibilité de faire entendre leur voix²⁷ ».
- **Il sert de passerelle entre les citoyens et les décideurs politiques** : une fois que les citoyens-journalistes sont correctement formés, ils deviennent des sources d'information fiables pour leur communauté, et peuvent servir de passerelle entre les citoyens et les décideurs.
- **Il permet de vérifier des faits** : il peut notamment jouer un rôle important pour trouver et vérifier certaines informations dans des situations chaotiques.
- Les moyens employés par les citoyens-journalistes coûtent moins cher, et ils sont efficaces et faciles à utiliser.

²⁷ Xin (2010)

Limites

- **Les personnes les plus touchées risquent de ne jamais pouvoir faire entendre leur voix**, car dans certains cas, les citoyens-journalistes ont un public limité.
- Les politiciens, journalistes, citoyens et universitaires n'acceptent parfois que ce qu'ils considèrent ou ressentent comme vrai, en s'appuyant sur leurs intérêts personnels ou sur des leviers émotionnels. Dans l'ère de la post-vérité, toutes les activités journalistiques sont confrontées à ce défi éthique²⁸.
- Il peut manquer d'autorégulation ou ne pas respecter des normes éthiques, ce qui peut conduire à la diffusion de fausses informations.
- **Le citoyen-journaliste peut faire l'objet de menaces** : des risques peuvent porter sur sa sécurité physique (agression, enlèvement, emprisonnement ou exécution extrajudiciaire) ou numérique (cyberharcèlement, surveillance numérique, absence de moyens de communication sûrs)²⁹.

²⁸ White A. (2017) [Ethics in the News: EJN Report on Challenges for Journalism in the Post-truth Era](#).

²⁹ Les menaces sur Internet peuvent provenir de citoyens ou de l'État : [Digital safety](#)

Utilisation et adaptation de l'outil

À quelle étape du processus de TEC cet outil peut-il être utilisé ?

Différents processus de transformation de l'Église et de la communauté (TEC) sont utilisés dans différents contextes. L'idéal est que les communautés et l'Église utilisent cet outil après avoir réalisé leur évaluation des besoins, identifié les problèmes et opportunités au sein de la communauté, et commencé à mobiliser des ressources afin de résoudre les problèmes. Si certains des problèmes identifiés et priorisés concernent la délivrance de services publics, cet outil peut être utilisé pour recueillir des preuves de l'ampleur du problème, sensibiliser la communauté, et même demander directement aux responsables ce qu'ils font pour résoudre ce problème.

Vous trouverez ci-dessous des exemples d’approches de TEC et les phases auxquelles l’outil peut être utilisé :

Approche de TEC	Processus de mobilisation de l’Église et de la communauté (PMEC)	Umoja/Parivartan/Unidos	Sangsangai
<p>Quand l’outil de journalisme citoyen peut être introduit</p>	<p>Phase 2 : La description de l’Église et de la communauté</p> <p>Phase 3 : La collecte des informations</p> <p>Phase 4 : L’analyse des informations</p> <p>Phase 5 : Les décisions</p>	<p>Étape 2 : Élaboration d’une vision avec la communauté</p> <p>Étape 3 : Faire des rêves et planifier l’action</p> <p>Étape 4 : Passer à l’action</p>	<p>3^e cycle : La communauté</p>

L’Église et la communauté peuvent être formées au journalisme citoyen à l’aide des recommandations et modèles de formulaires fournis ci-après.

Utilisation de l’outil

Vous trouverez un modèle de formulaire à remplir à la fin de cette section.

Pour télécharger un modèle modifiable et adaptable à votre contexte, allez sur learn.tearfund.org/sa-tools



Conseils pour pratiquer le journalisme citoyen³⁰ :

- 1. Choisissez votre sujet à partir de la cartographie des besoins de la communauté effectuée pendant le processus de TEC.** Cela vous permettra d’avoir le soutien de la communauté et un certain degré de protection en tant que citoyen-journaliste (voir atteintes à la sécurité physique et numérique dans la partie « Limites » ci-dessus).
- 2. Documentez-vous sur vos droits en tant que citoyen-journaliste.** Il y a deux questions importantes auxquelles vous devrez répondre avant d’utiliser cet outil :
 - a.** Existe-t-il une loi sur le droit à l’information ?
 - b.** Y a-t-il d’autres lois qui peuvent faciliter l’obtention des informations dont vous avez besoin et dans le format que vous voulez, par exemple un enregistrement vidéo ?

³⁰ Adapté de Mare et al. (2018)

- 3.** Soyez un citoyen-journaliste responsable qui opère dans le respect de règles éthiques :
 - a.** Soyez précis.
 - b.** Évitez le plagiat.
 - c.** Respectez le droit à la vie privée des personnes.
 - d.** Respectez la culture et la sensibilité de la communauté ou des personnes concernées.
 - e.** Demandez la permission des personnes avant de les filmer ou d'enregistrer leurs propos, de les prendre en photo, ou de citer leur nom ou d'autres informations qui pourraient les identifier.
- 4.** Structurez votre contenu :
 - a.** Que se passe-t-il ou que s'est-il passé ?
 - b.** Qui, où et quand ?
 - c.** Pourquoi cela se produit-il/s'est-il produit ?
 - d.** Comment cela affecte-t-il les personnes et pourquoi est-ce important ?
 - e.** Qu'est-ce qui doit changer maintenant ?
 - f.** Qui pourrait contribuer à remédier au problème ? Ces personnes savent-elles que le problème existe ?
- 5.** Réfléchissez aux canaux de diffusion que vous utiliserez et faites preuve de créativité (voir les suggestions fournies dans le modèle de formulaire).



Impact de l'outil Étude de cas

L'objectif de l'organisation Alliance for Community Action (ACA)³¹, en Zambie, est de voir « une Zambie où tous les citoyens jouissent pleinement et équitablement de toutes les ressources que leur pays a à leur offrir ». ACA espère concrétiser cette vision en incitant les citoyens à régulièrement et systématiquement demander des comptes à l'État sur la gestion des ressources publiques. Pour cela, l'une des approches qu'elle utilise consiste à former de jeunes citoyens-journalistes de sorte qu'ils puissent demander aux fonctionnaires de rendre des comptes sur la gestion des fonds publics. Les citoyens-journalistes produisent des contenus, à l'aide de leur smartphone, qu'ils peuvent diffuser ou distribuer sans avoir besoin d'un ordinateur ou d'un studio de montage. Les contenus sont diffusés sur des radios locales qui ont établi un partenariat avec ACA, et sur les plateformes de médias sociaux d'ACA.



Voici un exemple de reportage réalisé par une jeune citoyenne-journaliste formée par ACA dans le cadre du projet Speak Up Youth.

[À regarder en ligne](#)

³¹ [Alliance for Community Action](#)

Recommandations supplémentaires

Pour aider une Église et une communauté spécifiques à utiliser cet outil, vous devez faire quelques recherches préparatoires afin de vous familiariser avec le contexte de gouvernance sociopolitique local et déterminer s'il permet l'utilisation d'un tel outil.

Documentez-vous sur le paysage médiatique de la communauté :

- Existe-t-il une loi sur le droit à l'information ? Ou d'autres lois encadrant l'enregistrement et la collecte d'informations ?
- Existe-t-il une station de radio communautaire ?
- Si oui, cette station est-elle disposée à créer un partenariat avec des citoyens-journalistes en diffusant leurs reportages ?
- Est-elle disposée à organiser des ateliers pour contribuer à la formation de citoyens-journalistes ?
- Essayez d'avoir des citoyens-journalistes qui peuvent lire et écrire dans les langues locales, ainsi que dans la langue officielle.

Liens vers des documents et outils complémentaires sur le journalisme citoyen



- a. [Participation guide: Citizen Journalist](#)
- b. [Service-Learning Guide for Citizen Journalists](#)
- c. [Citizen journalism](#)
- d. [Citizen Journalism Guidelines](#)
- e. [Media Literacy: Citizen Journalists](#)
- f. [Advocacy and social accountability toolbox](#)
- g. [Local media survival guide](#)
- h. [Citizen journalism : practices, propaganda, pedagogy](#)
- i. [Citoyennes-journalistes zambiennes](#)

Glossaire

Budget : estimation des revenus et dépenses pour une période définie.

Citoyen : personne qui est membre d'un pays particulier, qui est soumise à ses lois et qui jouit de droits, comme la protection de l'État, parce qu'elle est née dans le pays ou qu'elle a acquis ces droits autrement.

Développement géré par la communauté : processus dans lequel les membres d'une communauté se regroupent pour mener des actions collectives et trouver des solutions à des problèmes communs.

Gouvernement : bureaux, administrations et groupes de personnes qui contrôlent un pays, un État, une ville ou une autre circonscription politique.

Journalisme : travail consistant à recueillir des récits et à écrire des articles ou à faire des reportages pour les diffuser dans les médias.

Médias sociaux : technologies interactives qui facilitent la création et le partage d'informations, d'idées, de sujets d'intérêt, et d'autres formes d'expression via des communautés et réseaux virtuels.

Médias traditionnels : canaux médiatiques qui existaient avant Internet, notamment les journaux, la radio et la télévision.

Plagiat : pratique consistant à copier le travail ou les idées de quelqu'un d'autre en se les appropriant.

Plan : ensemble de décisions portant sur la façon de faire quelque chose dans le futur.

Politique publique : désigne un plan d'action validé par le gouvernement pour atteindre certains objectifs. Une politique publique peut prendre plusieurs formes. Elle peut par exemple se traduire par une loi, une stratégie ou un programme. Même un discours prononcé par un président ou un ministre peut exposer les grandes lignes du plan d'action d'un gouvernement.

Modèle de formulaire

Formulaire à remplir par les citoyens-journalistes

Pays	Date
Nom administratif de la circonscription	
Nom de la communauté ou du village	
Sujet traité	
Reportage réalisé par	
Les permissions nécessaires ont été obtenues	
<input type="checkbox"/> Oui	
<input type="checkbox"/> Non	

Préparer son reportage

Questions clés	Qu'est-ce que je sais déjà ?	Qui pourra m'aider à répondre aux questions que je me pose encore ? (sources d'informations)	Réponses	Quelles dispositions avez-vous prises pour vérifier vos informations ?
1. Que se passe-t-il ou que s'est-il passé ?				
2. Qui, où et quand ?				
3. Pourquoi cela se produit-il/s'est-il produit ?				

4. Comment cela affecte-t-il les personnes et pourquoi est-ce important ?				
5. Qu'est-ce qui doit changer maintenant ?				
6. Qui pourrait contribuer à remédier au problème ? Ces personnes savent-elles que ce problème existe ?				

Quel est le meilleur moyen de partager les informations que vous avez recueillies ?

1. Comment le contenu sera-t-il présenté ?	Vidéo	Audio	Photos	Article	Bande dessinée/ animation	Autre
2. Comment le contenu sera-t-il diffusé ?	En ligne (p. ex. médias sociaux)	Radio	Télévision	Presse écrite		Autre

Pour télécharger un modèle modifiable et adaptable à votre contexte, visitez learn.tearfund.org/sa-tools





Fiches de notation communautaires



📷 Jean Bosco Sindayihebura, membre du diocèse de Matana, note des informations sur la santé et le statut nutritionnel des villageois dans la commune de Songa. Photo : Tom Price/Tearfund

Dans cette partie

[Présentation de l'outil](#) • [Utilisation et adaptation de l'outil](#) •
[Recommandations supplémentaires](#) • [Modèle de formulaire](#) •
[Modèle adaptable](#)

Présentation de l'outil³²

Les fiches de notation communautaires sont un outil de redevabilité piloté par les citoyens, qui permet à la communauté de suivre et d'évaluer la performance non seulement des services et des projets, mais aussi des organes administratifs du gouvernement (p. ex. bureaux du district).

But de l'outil

Renforcer la transparence, l'efficacité et la qualité des services publics aux communautés, en facilitant :

1. le suivi de la disponibilité des services
2. le suivi de la qualité des services ou des projets
3. la comparaison de la performance entre différents districts ou infrastructures
4. la création d'un mécanisme de retour direct entre pourvoyeurs de services et utilisateurs
5. le renforcement des capacités locales
6. la promotion des voix des citoyens et de l'autonomisation communautaire.

³² Adapté du manuel [Social Accountability Training Manual](#) de l'Evangelical Fellowship of Zimbabwe.

Cet outil est conçu pour être utilisé au niveau local, notamment pour suivre des infrastructures particulières, comme des centres des soins, des écoles ou des sociétés de services publics.

Forces et limites de l'outil

Forces

- **Il promeut une compréhension commune** grâce au dialogue direct qu'il établit entre les citoyens et les pourvoyeurs de services publics.
- **Il accroît la responsabilité conjointe** entre les pourvoyeurs de services publics et les citoyens, en permettant à ces derniers de s'impliquer dans le processus participatif pour obtenir des services performants et de qualité.
- **Il facilite la gestion agile** des projets de services publics.
- **Il est relativement facile à utiliser** et son application est facilement adaptable.

Limites

- Les fonctionnaires locaux **peuvent ne pas apprécier** la participation citoyenne et se sentir menacés par les retours des citoyens.
- Les agents du service public **ont parfois une capacité limitée** qui les empêche de donner suite aux retours des citoyens.
- **L'outil nécessite la présence d'un excellent facilitateur** entre les citoyens et les autorités locales pour garantir la participation active de toutes les parties prenantes et la résolution amiable des conflits.
- **L'outil peut créer des attentes non réalistes.**

Utilisation et adaptation de l'outil

À quelle étape du processus de TEC cet outil peut-il être utilisé ?

Différents processus de transformation de l'Église et de la communauté (TEC) sont utilisés dans différents contextes. L'idéal est que la communauté et l'Église utilisent cet outil au moment où elles font leur évaluation des besoins, cherchent à identifier les problèmes et opportunités au sein de la communauté, et commencent à mobiliser des ressources pour remédier aux problèmes. La communauté est à ce moment-là déjà en train de voir les mentalités changer et elle prend conscience de son pouvoir d'action. Elle a aussi cartographié ses ressources et répertorié ses besoins.

Si certains des problèmes identifiés et priorisés concernent la délivrance de services publics, cet outil peut être utilisé pour recueillir des preuves de l'ampleur du problème et les présenter lors de réunions avec les représentants d'institutions ou d'établissements publics. Les membres de la communauté sont les utilisateurs des services publics et sont bien placés pour partager leur perception de la qualité des services et faire des retours sur la façon dont des améliorations ou modifications pourraient être apportées avec les ressources disponibles, au niveau local et national.

Vous trouverez ci-dessous des exemples d'approches de TEC et les phases auxquelles l'outil peut être utilisé :

Approche de TEC	Processus de mobilisation de l'Église et de la communauté (PMEC)	Umoja/Parivartan/Unidos	Sangsangai
<p>Quand les fiches de notation communautaires peuvent être introduites</p>	<p>Phase 3 : La collecte des informations</p> <p>Phase 4 : L'analyse des informations</p> <p>Phase 5 : Les décisions</p>	<p>Étape 3 : Faire des rêves et planifier l'action</p> <p>Étape 4 : Passer à l'action</p>	<p>3^e cycle : La communauté</p>

Utilisation de l'outil³³

Vous trouverez des [modèles de formulaires](#) à la fin de cette section.

Pour télécharger un modèle modifiable et adaptable à votre contexte, visitez learn.tearfund.org/sa-tools



³³ Adapté de The Community Score Card (CARE Malawi, 2013)

Pour utiliser les fiches de notation communautaires, nous vous recommandons de suivre les six étapes ci-dessous.

Étape 1 : Planification et préparation

Cette étape s'appuie sur les informations issues du processus de TEC. Les problèmes ont été identifiés et priorisés, y compris ceux qui nécessitent l'implication du gouvernement.

Aidez la communauté à définir les difficultés/problèmes particuliers qu'elle rencontre avec des services. Par exemple, si le problème identifié pendant le processus de TEC est « la mauvaise qualité des services de soins de santé fournis par notre centre de soins local », vous devez aider la communauté à être plus précise et à expliquer ce qui constitue « des soins de santé de mauvaise qualité ». Recourrez à un exercice/une activité pour en savoir un peu plus et pour pouvoir utiliser les raisons citées par la communauté. (Ces informations sont normalement disponibles si la cartographie de la communauté et la collecte et l'analyse des informations ont été correctement effectuées par la communauté pendant le processus de TEC.)

Comment la communauté perçoit-elle la qualité des services de soins de santé dans son centre de soins local³⁴ ?

Très satisfaisante	Satisfaisante	Neutre/ sans avis	Insatisfaisante	Très insatisfaisante
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Expliquer la réponse				

Utilisez les informations fournies pour concevoir des indicateurs et créer la fiche de notation.

³⁴ Adapté du manuel [Social Accountability Training Manual](#) de l'Evangelical Fellowship of Zimbabwe.

Étape 2 : Utilisation de la fiche de notation avec la communauté

Distribuez la fiche de notation aux membres de la communauté. Selon le problème traité, il est conseillé de former des petits groupes distincts, p. ex. des groupes de femmes, d'hommes, de jeunes, car la façon dont ils perçoivent un même service pourra être différente. Cette activité de collecte de données devra donc être planifiée. Vous trouverez ci-dessous un exemple de fiche de notation. Un modèle adaptable à votre situation ou contexte est également disponible ici : learn.tearfund.org/sa-tools.

Problème	Priorité	Explications
Le centre de soins local n'a jamais de médicaments	Élevée	On nous donne toujours des ordonnances, mais pas de médicaments, donc maintenant, nous n'allons plus au centre de soins quand nous sommes malades

Note					
Indicateur	Très mauvais = 1	Mauvais = 2	Acceptable = 3	Bon = 4	Très bon = 5
Disponibilité des médicaments au centre de soins local					
Explications					

Étape 3 : Utilisation de la fiche de notation avec les pourvoyeurs des services

Afin de promouvoir la collaboration, le pourvoyeur des services doit avoir la possibilité de « donner sa version » de la situation. Il doit donc pouvoir aussi remplir une fiche de notation et donner sa propre perception des problèmes. « Quels services fournissons-nous ? Quelles sont les principales difficultés que nous rencontrons ? Comment ces services pourraient-ils être améliorés ? »

Vous trouverez ci-après une fiche de notation incluant des indicateurs élaborés par des prestataires de soins de santé.

Problème	Priorité	Explications
Le centre de soins local n'a jamais de médicaments	Élevée	<ul style="list-style-type: none">• Les membres de la communauté refusent de payer les frais de consultation.• Les membres de la communauté attendent jusqu'à ce qu'ils soient gravement malades, alors que le centre de soins ne dispense que des médicaments de première ligne.• La population de la communauté a augmenté, mais la quantité de médicaments octroyée par le ministère de la Santé n'a pas changé.

Note					
Indicateur	Très mauvais = 1	Mauvais = 2	Acceptable = 3	Bon = 4	Très bon = 5
Paiement des frais de consultation					
Accès précoce aux soins de santé					
Octroi de médicaments par le ministère de la Santé					
Explications					

Étape 4 : Consolidation des résultats

Travaillez avec les enquêteurs/représentants de la communauté pour consolider les données, les analyser et préparer un rapport sur les résultats. Afin de promouvoir la confiance et la collaboration, et en fonction du contexte, il pourra être utile de partager les principaux résultats avec les pourvoyeurs des services concernés avant la réunion pour éviter qu'ils ne se sentent « piégés ».

	Groupe de discussion	Note moyenne du Village 1	Note moyenne du Village 2	Note moyenne du Village 3	Note moyenne consolidée pour chaque groupe	Explications
Indicateur 1	Jeunes					
	Femmes					
	Hommes					
Notes consolidées par village						

Étape 5 : Réunion d'interface et planification des actions

- Une fois les résultats consolidés, une réunion entre les pourvoyeurs des services et la communauté doit être organisée et animée par un facilitateur/une facilitatrice neutre et de confiance.
- Cette réunion doit servir de plateforme pour discuter des fiches de notation et des raisons pour lesquelles telles ou telles notes ont été attribuées.
- La présence de décideurs clés est essentielle pour permettre des retours immédiats et favoriser la prise d'engagements en faveur d'actions concrètes.
- Vous devrez encourager la communauté et les pourvoyeurs des services à formuler ensemble un plan d'action incluant une liste de changements à apporter immédiatement, à moyen terme et, le cas échéant, à plus long terme. Ce plan d'action permettra de gérer les attentes de la communauté.

Étape 6 : Mise en œuvre, suivi et évaluation du plan d'action

Pendant la réunion, il est important de préciser qui sera responsable de quelles actions, et à quelle date elles devront être achevées.

Ce travail ne doit pas être considéré comme distinct des autres activités menées dans le cadre de votre approche de TEC ; vous pourrez donc utiliser ici les mêmes mécanismes de suivi que pour les autres aspects de votre approche.



Impact de l'outil Étude de cas

À lire en ligne

[Champions communautaires](#)

Au Zimbabwe, des responsables religieux et des champions communautaires ont collaboré avec les fonctionnaires locaux pour régler des problèmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de gestion des déchets dans leur communauté via des réunions de retour d'expérience et des consultations budgétaires. Après avoir été sensibilisés aux besoins des enfants en situation de handicap, les membres de la communauté et les fonctionnaires locaux ont œuvré ensemble à l'amélioration des services publics pour ces enfants.



📹 Des champions communautaires suivent une formation dispensée par l'Evangelical Fellowship of Zimbabwe. Photo : Evangelical Fellowship of Zimbabwe

Au Zimbabwe, plusieurs communautés n'avaient pas accès à une eau salubre. Les robinets d'eau ne fonctionnaient plus et de nombreux villageois n'avaient pas suffisamment d'argent pour s'acheter de l'eau. Ils étaient donc obligés de parcourir de longues distances à pied pour trouver une rivière où ils puisaient une eau souvent porteuse de maladies.

Des champions communautaires locaux ont aidé les membres de ces communautés à prendre conscience de leurs droits et responsabilités. Ensemble, ils ont également décidé de suivre les dépenses publiques et de recourir à d'autres outils de redevabilité sociale tels que les fiches de notation communautaires et le journalisme citoyen pour recueillir des informations sur les problèmes et préoccupations des habitants. Les responsables d'Église ont aussi joué un rôle essentiel, car ils ont encouragé leurs congrégations à travers

toutes les communautés à s'impliquer dans ces processus de redevabilité sociale.

Quand suffisamment de données ont été recueillies grâce aux fiches de notation communautaires, les champions communautaires et les responsables religieux ont organisé une réunion avec des fonctionnaires locaux pour discuter des problèmes d'assainissement et d'approvisionnement en eau des communautés. Les fonctionnaires locaux ont accepté sans problème que les champions communautaires et les responsables d'Église participent aux consultations budgétaires et suivent leurs avancées dans la résolution des problèmes.

Au bout de quelques mois, les communautés avaient à nouveau de l'eau propre qui coulait de leurs robinets.

Recommandations supplémentaires

Pour aider une Église et une communauté spécifiques à utiliser cet outil, vous devez faire quelques recherches préparatoires afin de vous familiariser avec le contexte de gouvernance sociopolitique local et de faire en sorte que la communauté ait clairement identifié le service public qui doit être amélioré. Renseignez-vous pour savoir qui est responsable de la délivrance de ce service et quel est le niveau de service minimum auquel s'attendre.

Prenez le temps de réfléchir aux plaidoyers et actions qui devront être mis en place pour suivre les engagements pris en faveur de l'amélioration du service. Vous trouverez ci-dessous des ressources qui vous permettront d'en savoir plus sur cet outil.

Liens vers des documents et outils complémentaires sur les fiches de notation communautaires



- a. [Participatory Budgeting, Community Score Card, Citizen Report Card Toolkit, IEA, 2015, p42](#)
- b. [Community scorecard implementation steps](#)
- c. [Social Accountability Topic Guide](#)
- d. [Advocacy and social accountability toolbox](#)
- e. [Manual on Social Accountability for Civil Society Organizations and Municipalities in Palestine](#)

Glossaire

Budget : estimation des revenus et dépenses pour une période définie.

Développement géré par la communauté : processus dans lequel les membres d'une communauté se regroupent pour mener des actions collectives et trouver des solutions à des problèmes communs.

Gouvernement : bureaux, administrations et groupes de personnes qui contrôlent un pays, un État, une ville ou une autre circonscription politique.

Plan : ensemble de décisions portant sur la façon de faire quelque chose dans le futur.

Politique publique : désigne un plan d'action validé par le gouvernement pour atteindre certains objectifs. Une politique publique peut prendre plusieurs formes. Elle peut par exemple se traduire par une loi, une stratégie ou un programme. Même un discours prononcé par un président ou un ministre peut exposer les grandes lignes du plan d'action d'un gouvernement.

Modèles de formulaires

1. Modèle de fiche de notation communautaire

Pays	Date
Nom administratif de la circonscription	
Nom de la communauté ou du village	
Groupe de discussion (p. ex. femmes/hommes/garçons/filles)	

Problèmes identifiés	Degré de priorité (faible/moyen/élevé)	Explications

Note						
Indicateur	Très mauvais = 1	Mauvais = 2	Acceptable = 3	Bon = 4	Très bon = 5	Explications

2. Modèle de matrice pour consolider les scores

Pays	Date
Nom administratif de la circonscription	
Nom de la communauté ou du village	

	Groupe de discussion	Score moyen	Score moyen	Score moyen	Score moyen consolidé pour chaque groupe	Explications
Indicateur 1	Jeunes					
	Femmes					
	Hommes					
Score moyen consolidé pour chaque groupe						

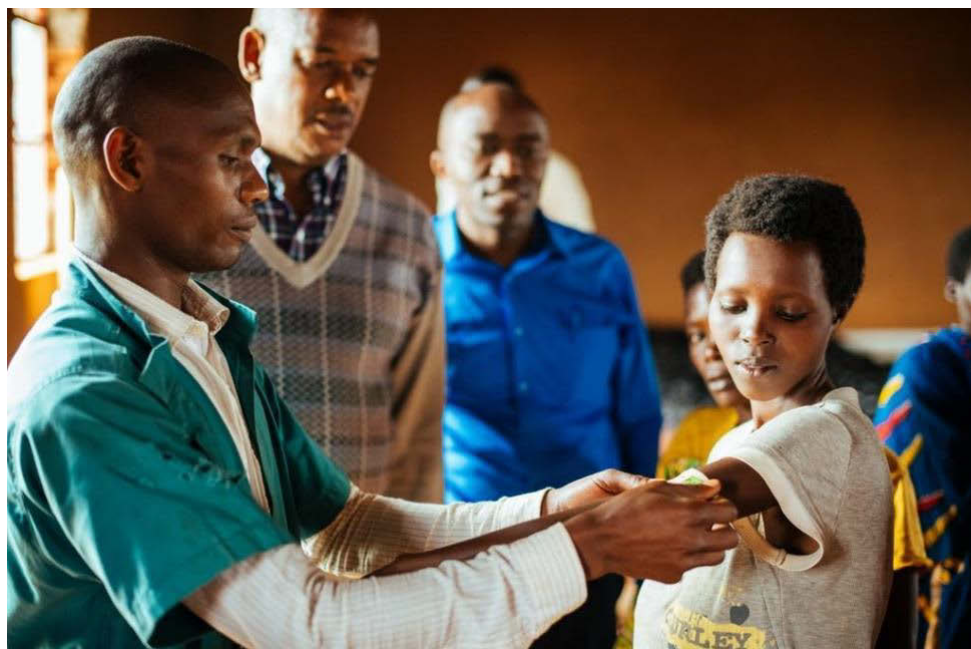
	Groupe de discussion	Score moyen	Score moyen	Score moyen	Score moyen consolidé pour chaque groupe	Explications
Indicateur 2	Jeunes					
	Femmes					
	Hommes					
Score moyen consolidé pour chaque groupe						

Pour télécharger un modèle modifiable et adaptable à votre contexte, visitez learn.tearfund.org/sa-tools





Suivi des dépenses publiques



📷 Des familles et leurs enfants souffrant de malnutrition participent à un projet de nutrition et de sécurité alimentaire dans le village de Mutaho au Burundi. Photo : Tom Price/Tearfund

Dans cette partie

[Présentation de l'outil](#) • [Utilisation et adaptation de l'outil](#) •
[Recommandations supplémentaires](#) • [Modèle de formulaire](#) •
[Modèle adaptable](#)

Présentation de l'outil

Cet outil permet aux citoyens de suivre les flux de ressources publiques (p. ex. finances, matériaux, machines, ressources humaines), des plus hauts niveaux du gouvernement jusqu'aux diverses structures administratives et aux pourvoyeurs de services publics de première ligne.

But de l'outil

Permettre aux citoyens de suivre les fonds alloués aux activités mises en œuvre par les pourvoyeurs de services de première ligne. Ils peuvent vérifier les montants déjà dépensés, les montants en cours de dépense, et les résultats obtenus jusqu'à grâce à ces dépenses.

Cet outil peut être utilisé à tous les niveaux du gouvernement où des fonds sont alloués et dépensés.

Forces et limites de l'outil

Forces

- Il est efficace pour permettre aux citoyens de rester informés sur les sujets qui les préoccupent.
- Il permet de cibler la redevabilité concernant des problèmes locaux, mais aussi des problèmes systémiques plus vastes.
- Il permet de lutter contre la corruption et l'inefficacité dans les prestations de services publics.

Limites

- Il peut être difficile à utiliser si les données ne sont pas disponibles, ou si elles sont inaccessibles ou dans un format inutilisable, que cela soit intentionnel ou non.



Utilisation et adaptation de l'outil

À quelle étape du processus de TEC cet outil peut-il être utilisé ?

Différents processus de transformation de l'Église et de la communauté (TEC) sont utilisés dans différents contextes. L'idéal est d'utiliser cet outil une fois que les ressources sont cartographiées : la communauté et l'Église ont réalisé leur évaluation des besoins, identifié les problèmes et opportunités au sein de la communauté, hiérarchisé les problèmes qu'elles souhaitent traiter, et commencé à mobiliser des ressources pour les résoudre. Si le gouvernement est déjà en train de remédier à un problème prioritaire, cet outil peut être utilisé pour vérifier qu'il a engagé les meilleures actions possibles avec les ressources disponibles. Cet outil aidera la communauté à suivre la façon dont les fonds sont utilisés.

Vous trouverez ci-dessous des exemples d'approches de TEC et les phases auxquelles l'outil peut être utilisé :

Approche de TEC	Processus de mobilisation de l'Église et de la communauté (PMEC)	Umoja/Parivartan/Unidos	Sangsangai
Quand l'outil de suivi des dépenses publiques peut être introduit	<p>Phase 4 : L'analyse des informations</p> <p>Phase 5 : Les décisions</p>	<p>Étape 3 : Faire des rêves et planifier l'action</p> <p>Étape 4 : Passer à l'action</p>	<p>3^e cycle : La communauté</p>

Utilisation de l'outil

Réaliser une enquête de suivi des dépenses publiques

Voyez plus bas un exemple de la façon dont cet outil peut être utilisé (formulaire 1). L'Église et la communauté peuvent réaliser leur propre enquête de suivi des dépenses publiques à l'aide du formulaire vierge (formulaire 2).

Pour télécharger un modèle modifiable et adaptable à votre contexte, visitez learn.tearfund.org/sa-tools



Veillez suivre les huit étapes ci-dessous pour réaliser votre enquête.

- 1.** Constituez une équipe de suivi des dépenses publiques : les membres de l'équipe doivent si possible être élus par la communauté. La taille de l'équipe peut varier, mais elle se compose généralement de neuf à 14 personnes. Elle doit inclure des femmes et des hommes, et des personnes représentatives de tranches d'âges, d'origines ethniques et de rangs sociaux différents au sein de la communauté.
- 2.** Documentez-vous : renseignez-vous sur les lois et règlements qui existent dans votre pays sur la transparence des dépenses. Par exemple, il y a peut-être des lois qui stipulent que les citoyens ont le droit d'accéder aux informations concernant les dépenses publiques.

3. Nouez des relations : il est essentiel d'essayer de forger des liens avec des personnes travaillant au ministère ou à la municipalité concernés, ainsi qu'avec des responsables communautaires.
4. Décidez ensemble du problème/projet que vous voulez suivre, en fonction des priorités fixées lors de la phase de TEC consacrée à l'identification et la priorisation des problèmes.
5. Recueillez les informations dont vous avez besoin concernant les dépenses publiques. Essayez de vous procurer les informations nécessaires sur les plans, les budgets et les dépenses de l'autorité locale. Une fois que vous avez en main tous les documents, lisez-les attentivement. Ne vous inquiétez pas s'il y a certaines choses que vous ne comprenez pas – vous pourrez poser des questions à des personnes qui travaillent dans le bureau ou la municipalité qui vous a fourni les documents.
6. Vérifiez les montants : les fonds alloués au projet sont-ils dépensés conformément au budget ?
7. Analysez toutes les informations – les montants alloués, les montants dépensés et les progrès réalisés sont-ils cohérents ?
8. Faites un retour à votre communauté et aux responsables du budget et de son utilisation, puis décidez de ce que vous allez faire ensuite. Rassemblez toutes vos informations, analysez-les et présentez-les dans un rapport, puis organisez une réunion communautaire pour que tout le monde puisse être informé de vos constatations et impliqué dans la suite.



Impact de l'outil Étude de cas

À lire en ligne

[Le plaidoyer en Ouganda : Nouer des relations avec le gouvernement local](#)

Grâce à une formation sur la transformation de l'Église et de la communauté en Ouganda, une Église locale a aidé son village à nouer un dialogue avec des autorités locales initialement réticentes pour obtenir la fourniture de services de santé essentiels. Avec le soutien de l'Église locale, les villageois et les fonctionnaires locaux ont travaillé ensemble pour renforcer la redevabilité du gouvernement au niveau local et national grâce au suivi des dépenses publiques. Ensemble, ils ont veillé à ce que les fonds alloués à la fourniture des services de santé parviennent bien à la communauté.

Recommandations supplémentaires

Pour aider une Église et une communauté spécifiques à utiliser cet outil, vous devez faire quelques recherches préparatoires afin de vous familiariser avec les cycles de dépenses locales et nationales de votre pays et renforcer vos connaissances sur le sujet. Ensuite, avec la communauté, faites un travail similaire pour vous familiariser avec le cadre des dépenses publiques au niveau local.

Le but est d'obtenir des réponses aux questions clés suivantes :

- 1.** Quand les budgets sont-ils approuvés dans le pays, au niveau national et au niveau local ?
- 2.** Quel type de gouvernement est en place ? Centralisé ou décentralisé ?
- 3.** Quelles ressources sont envoyées aux administrations locales ? Quand et à quelle fréquence ?
- 4.** Comment peut-on accéder aux informations concernant les dépenses publiques ?
- 5.** Quelles sont les dates clés pour les versements de fonds, les dépenses et l'établissement des rapports ?

Lien vers un document complémentaire sur le suivi des dépenses publiques



[Manuel détaillé sur le suivi des dépenses publiques](#)

Glossaire

Audit : inspection officielle de la comptabilité d'une organisation, typiquement par un organe indépendant.

Budget : estimation des revenus et dépenses pour une période définie.

Centraliser : créer un système dans lequel un groupe central de personnes donne ses instructions à des groupes basés dans les régions.

Citoyen : personne qui est membre d'un pays particulier, qui est soumise à ses lois et qui jouit de droits, comme la protection de l'État, parce qu'elle est née dans le pays ou qu'elle a acquis ces droits autrement.

Corruption : conduite malhonnête ou frauduleuse de la part de détenteurs d'un pouvoir, impliquant typiquement des pots-de-vin.

Cycle de dépenses : ensemble d'activités liées à l'acquisition et au paiement de biens et services. Ces activités incluent les décisions concernant ce qui doit être acheté, les achats, la réception des biens et le paiement des fournisseurs.

Développement géré par la communauté : processus dans lequel les membres d'une communauté se regroupent pour mener des actions collectives et trouver des solutions à des problèmes communs.

Exercice comptable : période de douze mois (pas toujours du 1^{er} janvier au 31 décembre) pour laquelle un gouvernement ou une entreprise planifie la gestion de son argent.

Gouvernement : bureaux, administrations et groupes de personnes qui contrôlent un pays, un État, une ville ou une autre circonscription politique.

Plan : ensemble de décisions portant sur la façon de faire quelque chose dans le futur.

Politique publique : désigne un plan d'action validé par le gouvernement pour atteindre certains objectifs. Une politique publique peut prendre plusieurs formes. Elle peut par exemple se traduire par une loi, une stratégie ou un programme. Même un discours prononcé par un président ou un ministre peut exposer les grandes lignes du plan d'action d'un gouvernement.

Service public : 1) service chargé de la gestion des affaires publiques du gouvernement d'un pays. Il exclut les fonctions législatives, judiciaires et militaires. Les membres du service public (fonctionnaires) n'ont aucune affiliation politique officielle et ne sont généralement pas concernés par des changements au sein du gouvernement. 2) fourniture d'un produit essentiel, comme le gaz ou l'électricité, ou d'un service, comme des transports publics, à l'ensemble de la population, moyennant un paiement ou non.

Versement : paiement d'une somme d'argent à partir d'un fond.

1. Enquête de suivi des dépenses publiques – Exemple de formulaire³⁵

Détails concernant l'enquêteur/l'enquêtrice			
Nom/groupe	<i>Mustafa G.</i>		
Sexe	Masculin :	<input checked="" type="checkbox"/>	Féminin : <input type="checkbox"/>
Âge/En activité depuis combien d'années ?			
Organisation/catégorie	<i>Comité de pilotage d'un projet</i>		
Lieu de résidence (sous-comté)	<i>Sous-comté de Kufikia South</i>		
Lieu de résidence (circonscription)	<i>Kushiriki</i>		

Secteur concerné	
Santé	
Lieu concerné	Nom
Sous-comté	<i>Sous-comté de Kufikia South</i>
Circonscription	<i>Kushiriki</i>
Village	<i>Mafanikio</i>
Date de l'enquête	
<i>12 décembre 2018</i>	

³⁵ Adapté de l'outil d'enquête de suivi des dépenses publiques de GAF : County Toolkit

Mise en œuvre du projet – Exercice comptable 2017/2018

Détails du projet et type de mise en œuvre
<i>Construction d'un nouveau centre de santé à Mafanikio</i>
Montant approuvé dans le budget
<i>3 000 000</i>
Montant alloué
<i>5 217 419</i>
Montant dépensé
<i>? impossible à déterminer</i>
Différence/variance
<i>?</i>
Progrès de la mise en œuvre
<i>Pas encore terminé</i>
Retours de la communauté
<i>La construction s'est bien déroulée jusqu'au moment de poser la toiture. L'entrepreneur a abandonné le chantier et le bâtiment reste inachevé depuis plusieurs mois.</i>

Questions qualitatives à inclure dans l'enquête – exemple

N°	Description	Oui	Non	Explication détaillée
1	Les membres de la communauté ont-ils été impliqués dans le choix du projet ?	✓		<i>Oui, ce projet est souhaité par la communauté depuis longtemps.</i>
2	Les membres de la communauté sont-ils satisfaits du lieu choisi pour le projet ?	✓		<i>Oui, le lieu choisi est très bien.</i>
3	Avez-vous vu les plans de ce projet ?		✓	<i>Le comité de pilotage du projet n'a pas eu accès aux plans.</i>
4	Nom de l'entreprise à qui le contrat a été attribué			<i>M/S Koi-Mag General Constructors Ltd</i>
5	Le comité de développement de la circonscription a-t-il été impliqué dans le processus d'attribution du contrat/de passation du marché ?		✓	

6	Avez-vous constaté des choses qui vous font douter de l'intégrité de l'entrepreneur ?	✓		<i>L'entrepreneur ne vient plus sur le chantier et le projet est à l'arrêt.</i>
7	S'il y a eu des plaintes liées au projet, celles-ci ont-elles été communiquées à quelqu'un ?	✓		<i>Oui, l'abandon des travaux par l'entrepreneur a été signalé à l'Autorité du comté de Mafanikio, mais rien n'a été fait depuis.</i>
8	Le projet est-il dans les temps et respecte-t-il le calendrier prévu ?		✓	<i>La date d'achèvement était le 13 juin 2018. Nous sommes maintenant en décembre 2018 et le projet n'est terminé qu'à 60 %.</i>
9	S'il n'est pas terminé, savez-vous pourquoi ?		✓	<i>Non, l'entrepreneur a abandonné le chantier sans donner d'explication.</i>
10	Évaluez la mise en œuvre du projet (cochez une seule réponse) et justifiez votre réponse.	Excellente :		
		Bonne :		
		Mauvaise : ✓		<i>Le bâtiment est inachevé, avec un toit partiellement terminé, donc exposé aux intempéries, ce qui n'est pas une bonne chose après les récentes pluies.</i>

2. Enquête de suivi des dépenses publiques – Formulaire vierge³⁶

Détails concernant l'enquêteur/l'enquêtrice			
Nom/groupe			
Sexe	Masculin :		Féminin :
Âge/En activité depuis combien d'années ?			
Organisation/catégorie			
Lieu de résidence (sous-comté)			
Lieu de résidence (circonscription)			

Secteur concerné	
Lieu concerné	Nom
Sous-comté	
Circonscription	
Village	
Date de l'enquête	

³⁶ Adapté de l'outil d'enquête de suivi des dépenses publiques de GAF : County Toolkit

Mise en œuvre du projet – Exercice comptable /

Détails du projet et type de mise en œuvre
Montant approuvé dans le budget
Montant alloué
Montant dépensé
Différence/variance
Progrès de la mise en œuvre
Retours de la communauté

Questions qualitatives à inclure dans l'enquête

N°	Description	Oui	Non	Explication détaillée
1	Les membres de la communauté ont-ils été impliqués dans le choix du projet ?			
2	Les membres de la communauté sont-ils satisfaits du lieu choisi pour le projet ?			
3	Avez-vous vu les plans de ce projet ?			
4	Nom de l'entreprise à qui le contrat a été attribué			
5	Le comité de développement de la circonscription a-t-il été impliqué dans le processus d'attribution du contrat/de passation du marché ?			

N°	Description	Oui	Non	Explication détaillée
6	Avez-vous constaté des choses qui vous font douter de l'intégrité de l'entrepreneur ?			
7	S'il y a eu des plaintes liées au projet, celles-ci ont-elles été communiquées à quelqu'un ?			
8	Le projet est-il dans les temps et respecte-t-il le calendrier prévu ?			
9	S'il n'est pas terminé, savez-vous pourquoi ?			
10	Évaluez la mise en œuvre du projet (cochez une seule réponse) et justifiez votre réponse.	Excellente :		
		Bonne :		
		Mauvaise :		

N°	Description	Oui	Non	Explication détaillée
11	Si cela ne présente aucun risque, prenez une photo et insérez-la ici pour illustrer l'avancement du projet.			

Pour télécharger un modèle modifiable et adaptable à votre contexte, visitez learn.tearfund.org/sa-tools





Audit social



📷 Un atelier de consolidation de la paix au Kenya, où la plupart des artisans de paix viennent du Soudan du Sud. Photo : Diane Igrimbabazi/Tearfund

Dans cette partie

[Présentation de l'outil](#) • [Utilisation et adaptation de l'outil](#) •
[Recommandations supplémentaires](#) • [Modèle de formulaire](#) •
[Modèle adaptable](#)

Présentation de l’outil

Cet outil ne doit pas être confondu avec un audit financier ou opérationnel. Il a également une portée plus large que les fiches d’évaluation par les citoyens ou les fiches de notation communautaires. Les audits sociaux recueillent des preuves auprès de diverses parties prenantes afin de fournir des retours précis sur toutes les étapes de la mise en œuvre des politiques publiques, y compris la gestion financière, l’accès aux informations, et la participation.

But de l’outil

Fournir des retours précis aux pourvoyeurs des services et aux communautés sur le niveau de performance des prestations de services et sur les améliorations à apporter. Il contribue à la prévention de la corruption :

- en permettant de l’exposer, le cas échéant ;
- en informant le public des conséquences possibles des politiques publiques ;
- en encourageant les citoyens à faire part de leurs besoins et à adresser leurs revendications au gouvernement ;
- en mesurant l’adéquation entre les promesses politiques ou programmatiques et les résultats.

Cet outil peut être utilisé à tous les niveaux du gouvernement. Il peut s'appliquer à un projet local spécifique comme à un service du gouvernement, ou à un programme national multiprojets.

Forces et limites de l'outil

Forces

- Il permet de sensibiliser les citoyens au contenu et à l'impact des politiques, programmes et projets du gouvernement.
- Il clarifie la pertinence et l'impact des politiques et programmes du gouvernement.
- Il favorise la transparence et l'efficacité du gouvernement concernant la mise en œuvre de ses programmes et politiques.

Limites

- Il nécessite que toutes les parties prenantes acceptent de s'impliquer dans toutes les phases du processus.
- Il est plus efficace quand il existe une loi protégeant le droit à l'information.

Utilisation et adaptation de l'outil

À quelle étape du processus de TEC cet outil peut-il être utilisé ?

Différents processus de transformation de l'Église et de la communauté (TEC) sont utilisés dans différents contextes. L'idéal est d'utiliser cet outil une fois que les ressources sont cartographiées : la communauté et l'Église ont réalisé leur évaluation des besoins, identifié les problèmes et opportunités au sein de la communauté, hiérarchisé les problèmes qu'elles souhaitent traiter, et commencé à mobiliser des ressources pour les résoudre. Si le gouvernement est déjà en train de mettre en œuvre un projet pour régler un problème priorisé par la communauté, cet outil peut être utilisé pour vérifier que le problème est traité de la meilleure manière possible pour parvenir à l'objectif visé. Cet outil aidera la communauté à déterminer si les activités, les projets ou les programmes produisent des résultats positifs.

Vous trouverez ci-dessous des exemples d’approches de TEC et les phases auxquelles l’outil peut être utilisé :

Approche de TEC	Processus de mobilisation de l’Église et de la communauté (PMEC)	Umoja/Parivartan/Unidos	Sangsangai
<p>Quand l’outil d’audit social peut être introduit</p>	<p>Phase 4 : L’analyse des informations</p> <p>Phase 5 : Les décisions</p>	<p>Étape 3 : Faire des rêves et planifier l’action</p> <p>Étape 4 : Passer à l’action</p> <p>Étape 5 : Évaluation</p>	<p>3^e cycle : La communauté</p>

Utilisation de l’outil

L’Église et la communauté peuvent être formées à la réalisation d’audits sociaux à l’aide d’outils tels que le modèle d’audit social ci-dessous. Vous trouverez un exemple de modèle à remplir à la fin de cette section.

Pour télécharger un modèle modifiable et adaptable à votre contexte, visitez learn.tearfund.org/sa-tools



Principales étapes du processus d’audit social :

Étape 1 : Identification du problème

La première étape consiste à identifier les problèmes spécifiques que les personnes rencontrent dans leurs interactions avec les services publics/autorités locales ; ces problèmes ont normalement été mis en évidence et priorisés à la phase d’analyse des problèmes du processus de TEC.

Étape 2 : Identification des informations pertinentes

Cette étape sera facilitée si le pays dispose d’une loi sur le droit à l’information ou s’il a une culture d’ouverture à l’égard de la collecte d’informations, essentielle pour une budgétisation participative et une redevabilité efficaces. Lorsque vous cherchez à obtenir des informations, vous devez garder à

l'esprit les règles et procédures que les agents de service public doivent respecter, ainsi que les faits et données relatifs aux problèmes spécifiques à résoudre.

- Consultez les budgets, les plans et les politiques : l'audit social est un instrument permettant de vérifier si un programme ou service public fonctionne sur le terrain conformément à ce qui était énoncé dans ses objectifs, budgets, plans, documents, politiques et rapports.
- Comparez les dépenses réelles aux montants inscrits dans les budgets.
- Évaluez la mise en œuvre et la qualité des services/programmes fournis par le gouvernement.

Étape 3 : Planification du recueil des informations

- Renseignez-vous pour savoir si les bonnes catégories d'information sont générées, qui les génère, et où elles peuvent être consultées.
- Élaborez une liste de questions qui orientera le travail de suivi citoyen. Pour recueillir les bonnes informations, les participants doivent dresser une liste de questions qui leur permettront d'obtenir des réponses sur des aspects particuliers du programme/service qu'ils auditent. Vous trouverez des exemples de questions dans le modèle d'audit social fourni plus bas.

- Formez les participants, résidents ou la communauté aux méthodes. L'audit est réalisé par de grands groupes de personnes/résidents et ceux-ci doivent être formés pour pouvoir :
 - a. comprendre les politiques publiques et les documents liés au budget
 - b. recueillir et comprendre des informations pendant l'audit
 - c. interpréter les informations et formuler des questions.

Étape 4 : Obtention des informations

Vous devez maintenant vous procurer les informations requises. Notez que dans certains pays, la bureaucratie empêche d'accéder aux fonctions et aux informations des services publics.

1. Identifiez et analysez systématiquement les documents pertinents et obtenez-en des copies certifiées.
2. Examinez les documents pour voir s'il existe une différence entre le montant prévu au budget et le montant réellement dépensé. L'examen vise à répondre aux questions suivantes : « L'argent a-t-il été dépensé sur les bonnes choses et sur ce qui était prévu au budget ? » « Est-ce le meilleur produit que l'on peut acheter à ce prix-là ? »
3. Cet examen nécessite la participation de personnes ayant une expertise technique et une bonne connaissance du contexte local.

Étape 5 : Vérification des informations

- Rassemblez et simplifiez les informations dans un format accessible avant de les communiquer à des personnes et à la communauté. Certains citoyens n'ont peut-être pas les connaissances techniques nécessaires pour comprendre les documents originaux. Les informations complexes issues des documents du projet doivent donc être résumées et présentées dans un format simplifié.
- Vérifiez les informations avec les membres de la communauté, qui sont eux-mêmes des sources d'information importantes.
- Les enquêteurs sur le terrain doivent déjà avoir une connaissance approfondie du sujet, des problèmes en question, et des actes de manipulation pouvant indiquer qu'il y a corruption.

Étape 6 : Audit des informations

Cette étape consiste à réaliser un audit des informations en vue d'obtenir réparation.

Après avoir acquis des preuves qu'il y a eu corruption, il faut trouver un moyen de résoudre le problème et d'obtenir réparation pour les citoyens. Deux options sont possibles :

1. Les citoyens peuvent contacter les mécanismes institutionnels de réparation des griefs en leur fournissant les documents pertinents.
2. Ils peuvent contacter des forums prévus par la loi pour faciliter ce type d'audit.

Étape 7 : Audience publique

Il s'agit de l'étape la plus importante de l'audit social, car c'est à ce moment que l'examen collectif a lieu. C'est l'aboutissement du processus d'audit social.

- L'audience publique nécessite la présence d'un facilitateur impartial pour modérer les discussions.
- Le but n'est pas d'humilier publiquement des personnes, mais de promouvoir des prestations de services de qualité.

- Les participants ou l'équipe chargée de l'audit social présentent leurs conclusions aux autorités locales et à l'ensemble de la communauté. L'audience publique permet à la communauté de dire ce qu'elle pense du programme ou des services qui font l'objet de l'audit.
- Les autorités locales entendent les constatations des membres de la communauté, ce qui leur permet de déterminer dans quels domaines elles doivent apporter des améliorations.
- Des plans d'action avec échéanciers sont créés pour remédier aux problèmes identifiés.





Impact de l'outil Étude de cas

Un centre local dédié au développement et à l'éducation des jeunes enfants était en construction dans un comté, dans le cadre du projet *Agile and Harmonised Assistance for Devolved Institutions* (AHADI) financé par l'USAID. La communauté voulait s'assurer que cette précieuse ressource satisferait ses besoins et ses attentes en matière d'amélioration de l'accès à une éducation de qualité dans un environnement sûr. Elle a donc réalisé un audit social.

Après avoir rigoureusement examiné les documents du projet, les membres de la communauté ont conclu à l'unanimité qu'il y avait des divergences inquiétantes entre les plans initiaux et le chantier actuel. Les citoyens ont signalé leurs préoccupations au directeur du développement et de l'éducation de la petite enfance au niveau du comté, ainsi qu'à leur représentant à l'assemblée administrative du comté. Les responsables du comté ont alors convoqué l'entrepreneur à une audience publique pour lui demander d'expliquer les divergences en question.

L'entrepreneur a assumé sa responsabilité, démoli les travaux défectueux et reconstruit le centre en respectant les plans et devis quantitatifs approuvés dans le contrat. La construction a été achevée sous la supervision étroite des ingénieurs de travaux publics du comté et du conseil d'administration de l'école³⁷.

³⁷ County toolkit

Recommandations supplémentaires

Avant de réaliser un audit social avec la communauté :

- Assurez-vous d’avoir une bonne compréhension de l’approche de transformation de l’Église et de la communauté (TEC) mise en œuvre dans la communauté où vous utiliserez cet outil.
- Faites des recherches préliminaires pour essayer de répondre aux questions suivantes :
 1. Existe-t-il une loi sur le droit à l’information ?
 2. Les institutions gouvernementales sont-elles disposées à partager des informations ? Si ce n’est pas le cas, il faudra trouver un moyen de remédier à cette situation, car il sera difficile de mener un audit social si vous n’avez pas accès aux documents clés concernant le projet que vous voulez auditer.

Liens vers des documents et outils complémentaires sur l'audit social



- a. [Social Accountability Topic Guide](#)
- b. [Advocacy and social accountability toolbox](#)
- c. [Social Audit: A Toolkit – A Guide for Performance Improvement and Outcome Measurement](#)
- d. [Manual on Social Accountability for Civil Society Organizations and Municipalities in Palestine](#)
- e. [Manual on Social Accountability: Concepts & Tools](#)

Glossaire

Audit : inspection officielle de la comptabilité d'une organisation, typiquement par un organe indépendant.

Budget : estimation des revenus et dépenses pour une période définie.

Corruption : conduite malhonnête ou frauduleuse de la part de détenteurs d'un pouvoir, impliquant typiquement des pots-de-vin.

Développement géré par la communauté : processus dans lequel les membres d'une communauté se regroupent pour mener des actions collectives et trouver des solutions à des problèmes communs.

Exercice comptable : période de douze mois (pas toujours du 1^{er} janvier au 31 décembre) pour laquelle un gouvernement ou une entreprise planifie la gestion de son argent.

Gouvernement : bureaux, administrations et groupes de personnes qui contrôlent un pays, un État, une ville ou une autre circonscription politique.

Plan : ensemble de décisions portant sur la façon de faire quelque chose dans le futur.

Politique publique : désigne un plan d'action validé par le gouvernement pour atteindre certains objectifs. Une politique publique peut prendre plusieurs formes. Elle peut par exemple se traduire par une loi, une stratégie ou un programme. Même un discours prononcé par un président ou un ministre peut exposer les grandes lignes du plan d'action d'un gouvernement.

Modèle de formulaire

Outil d'audit social³⁸

Pays	Date
Nom administratif de la circonscription	
Nom du projet	
Exercice comptable	Trimestre
Domaine	

³⁸ Adapté de Gikonyo (2008)

A. Audit social : questions préliminaires et liées à la gestion

Question	Source de l'information	Réponse/commentaire
1. La communauté a-t-elle été impliquée dans le processus de sélection de ce projet ?		
2. À quels problèmes le projet était-il censé apporter des solutions ? (Quels étaient les objectifs sociaux du projet ?) Consultez les documents du projet ou ceux du processus de TEC pour trouver ces informations.		
3. Du point de vue juridique, quel est le rôle des autorités locales dans la gestion de ce projet ?		

Question	Source de l'information	Réponse/commentaire
4. Quels sont les documents justificatifs requis pour débloquer des fonds dans un projet de ce type ?		
5. Quel rôle les diverses structures jouent-elles dans la gestion du projet (interne et externe) ?		
6. Quels documents importants les autorités locales conservent-elles dans le cadre de la gestion du projet ?		
7. Quels documents importants sont conservés par les chefs de projet/l'entrepreneur en charge du projet ?		

Question	Source de l'information	Réponse/commentaire
<p>8. Quelles sont les échéances clés que l'entrepreneur doit respecter pour pouvoir être payé ? (Regardez dans le contrat s'il est disponible.)</p>		
<p>9. Quels rapports sont établis par les diverses institutions impliquées dans la gestion du projet ?</p>		

B. Audit social : questions sur les passations de marchés

Question	Source de l'information	Réponse/commentaire
1. Selon les règlements et lois en vigueur, quelles sont les étapes importantes du cycle de passation des marchés ?		
2. Quel est le système de passation de marchés utilisé dans la gestion des projets ?		
3. Dans votre circonscription, quelles sont les procédures de passation de marchés pour les projets ?		
4. Quels sont les différents types de passation de marchés ?		

Question	Source de l'information	Réponse/commentaire
<p>5. Quels sont les documents de passation de marchés importants, y compris les documents d'appel d'offres obligatoires, qui sont requis dans le processus ?</p>		
<p>6. Quels sont certains des abus fréquemment constatés dans les processus de passation de marchés ?</p>		
<p>7. Faites des recommandations sur la façon dont la passation des marchés pourrait être renforcée pour éviter les abus mentionnés au point (6) ci-dessus.</p>		

C. Questions clés de l'audit social

Question	Source de l'information	Réponse/commentaire
1. Pourquoi ce projet particulier a-t-il été sélectionné pour un audit social dans la liste des problèmes priorités au cours du processus de TEC ? (Objectif social)		
2. Faites correspondre activités et objectifs : quelles sont les principales activités du projet et peuvent-elles logiquement conduire à la réalisation des objectifs fixés ?		

Question	Source de l'information	Réponse/commentaire
<p>3. Quel est le cahier des charges du projet concernant la passation du marché et les normes générales à observer ? A-t-il été respecté ?</p>		
<p>4. Les fonds alloués à un projet spécifique lui sont-ils effectivement parvenus ?</p>		
<p>5. La qualité et la quantité des matériaux utilisés respectent-elles le cahier des charges ? N'oubliez pas que le terme « matériaux » inclut les ressources humaines. Si le projet a nécessité le recrutement de nouvelles personnes, celles-ci sont-elles suffisamment qualifiées pour les postes occupés ?</p>		

Question	Source de l'information	Réponse/commentaire
6. Tous les employés/ travailleurs ont-ils été payés comme prévu ?		
7. Le projet a-t-il été achevé dans les délais prévus ?		
8. Une évaluation de fin de projet a-t-elle eu lieu et un certificat d'achèvement a-t-il été délivré, le cas échéant ?		
9. Qui sont les responsables du projet ?		
10. Les responsables du projet ont-ils conservé des dossiers adéquats ?		
11. L'argent affecté au projet a-t- il été utilisé aux fins pour lesquelles il était prévu ?		

Question	Source de l'information	Réponse/commentaire
12. La communauté a-t-elle été suffisamment impliquée dans le projet ?		
13. Les responsables du projet ont-ils donné à la population les informations nécessaires pour lui permettre de suivre le projet ?		
14. Y a-t-il eu des abus de fonds dans le projet ?		

Pour télécharger un modèle modifiable et adaptable à votre contexte, visitez learn.tearfund.org/sa-tools



Annexe : phases clés du cycle générique des projets de développement d'un gouvernement

Ce tableau comprend les outils figurant dans ce guide ainsi que d'autres informations et outils qui peuvent être utilisés pendant le cycle.

Phases clés du cycle générique des projets de développement d'un gouvernement

Suivi et influence de la planification stratégique et du budget

1. [Processus de planification participative](#)
2. Budgétisation participative
3. [Suivi budgétaire](#)
4. [Journalisme citoyen](#)
5. [Fiches de notation communautaires](#)
6. Protocole d'accord
7. Droit à l'information (facilite l'usage de l'outil d'audit social, car il renforce l'efficacité des autres outils)
8. Chartes de service

Suivi de la mise en œuvre des projets et programmes

1. [Suivi budgétaire](#)
2. [Journalisme citoyen](#)
3. Processus de traitement des plaintes
4. Protocole d'accord
5. [Enquêtes de suivi des dépenses publiques](#)
6. [Audit social](#)
7. Droit à l'information
8. Chartes de service
9. Contrats sociaux (utilisés à des moments spécifiques, p. ex. pendant une période de campagne électorale)

Suivi des résultats de développement

1. [Suivi budgétaire](#)
2. [Journalisme citoyen](#)
3. [Fiches de notation communautaires](#)
4. Fiches d'évaluation par les citoyens
5. Droit à l'information

Références

- Abunada, Mo'min (2015) [Manual on Social Accountability for Civil Society Organizations and Municipalities in Palestine](#)
- Tearfund (2008) [La redevabilité – Pas à Pas 76](#)
- Berthin, G (2011) [A Practical Guide to Social Audit as a Participatory Tool to Strengthen Democratic Governance, Transparency, and Accountability](#)
- CARE Malawi (2013) [The Community Score Card \(CSC\): A generic guide for implementing CARE's CSC process to improve quality of services](#)
- Chapa, DR et al (1997) [Inter-regional project for participatory upland conservation and development – Nepal – Participatory rural appraisal and planning in the Bhusunde Khola watershed from October 1995 to January 1996](#)
- CIVICUS (2015) [Participatory Governance Toolkit](#)
- Pekkonen, Anu (2009) [Monitoring & Evaluation of Public Services, Tool: Community Score Cards](#) (CIVICUS)
- Escher, Julia (2022) '[Community Score Cards – a powerful tool to improve public services](#)' (Civil Society Academy)
- Rietbergen-McCracken, Jennifer (2010) [Participatory Development Planning](#) (CIVICUS)

- County Governance Toolkit (2018) [Social Accountability Mechanisms and Tools](#)
- David, Prince (2008) [La redevabilité selon la Bible](#) – Étude biblique dans [La redevabilité – Pas à Pas 76](#) (Tearfund)
- Gikonyo, Wanjiru (2008) [The CDF Social Audit Guide: A Handbook for Communities](#) (Open Society Initiative for East Africa)
- Grandvoinnet, H., Aslam, G. et Raha, S. (2015). [Opening the black box: The contextual drivers of social accountability](#) Washington, DC: Publications de la Banque mondiale.
- Institute of Development Studies (2002) ‘Report on the International Workshop on Participatory Planning Approaches for Local Governance’ dans le cadre du programme LogoLink.
- Kohli, Divya Singh (2012) [Manual on Social Accountability: Concepts and Tools](#) (Centre for Budget and Governance Accountability)
- Kumar, Dinesh et Punam Gupta (2021) ‘Communicating in Media Dark Areas’ tiré de [Effective Strategies for Communicating Insights in Business](#)
- Lawson, Melissa et Joanna Watson (2016) [Le guide du plaidoyer dans le cadre du PMEC : Comment intégrer des activités locales de plaidoyer dans le processus de mobilisation de l’Église et de la communauté](#) (Tearfund)

- Mare, Admire et al (2018) [Citizen Journalism Guidelines on Electoral Reporting in Zimbabwe](#) (International Media Support)
- McDevitt, Andy (2011) [Social Accountability Topic Guide](#) (Transparency International)
- Oduor, Chispine O (2014) [Handbook on County Planning, County Budgeting and Social Accountability](#) (Institute of Economic Affairs, Kenya)
- Kolybashkina, Nina et Mitra Motlagh (2012) [Social Accountability in a Changing Region: Actors and Mechanisms](#) (Programme des Nations Unies pour le développement : Bureau régional pour les États arabes)
- Tearfund (2016) [Contrôle des dépenses gouvernementales \(suivi budgétaire\)](#) – guide de bonnes pratiques de [Révéler : Gouvernance et corruption](#)
- Xin, Xin (2010) [The Impact Of "Citizen Journalism" On Chinese Media And Society](#) dans Journalism Practice
- Yuliani, Elizabeth L (2004) ['Decentralization, deconcentration and devolution: what do they mean?'](#) Cifor (Center for International Forestry Research)

« Mais que la droiture soit
comme un courant d'eau,
et la justice comme un
torrent qui jamais ne tarit. »

Amos 5:24

learn.tearfund.org

+44 (0)20 3906 3906 ✉ publications@tearfund.org

Siège social : Tearfund, 100 Church Road, Teddington, TW11 8QE, Royaume-Uni.
Enregistrée en Angleterre : 994339. Société à responsabilité limitée par garantie.
Organisation caritative No. 265464 (Angleterre et pays de Galles) Organisation
caritative No. SC037624 (Écosse) J1027F – (0925)

tearfund